Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse

Herausgeber: Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte

Band: 92 (1998)

Buchbesprechung: Rezensionen = Comptes rendus

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Rezensionen – Comptes rendus

Augustinus-Lexikon, *herausgegeben von Cornelius Mayer in Verbindung mit Erich Feldmann, Thérèse Fuhrer, Wolfgang Hübner, Martin Klöckener, Serge Lancel, Goulven Madec, Gerard J. P. O'Daly, Alfred Schindler, Otto Wermelinger, Antonie Wlosok, Redaktion Karl Heinz Vchelius,* Bd. 1, Basel, Schwabe & Co. AG, 1986–1994, Spalten 1294; Bd. 2, Fasc. 1/2: Cor-Deus, 1996, Spalten 320.

Parmi les dictionnaires spécialisés, concernant un auteur de l'Antiquité chrétienne ou du Moyen Age, l'*Augustinus-Lexikon* occupera sans doute longtemps une place de choix, non seulement à cause de l'importance de l'auteur et de ses oeuvres, qui y sont analysées sous forme de répertoire, mais aussi grâce à la qualité des analyses. Ce *Lexikon* est en quelque sorte double. Le nombre des concepts qui y sont présentés constitue peut-être la majorité des articles; mais l'*Augustinus-Lexikon* comporte également un grand nombre d'articles qui sont consacrés à des *realia:* dans le premier volume, par exemple, un très long article concerne le *codex.* Il s'agit, soit dit en passant, d'un excellent résumé de nos connaissances sur l'origine et la diffusion au Ve siècle de cette «nouvelle» forme de livre, qui s'imposa justement à l'époque d'Augustin. Cet article est signé par Pierre Petitmengin, l'un des meilleurs connaisseurs en la matière. L'article est publié en français, ce qui signifie que l'*Augustinus-Lexikon* a pris l'heureuse décision de publier les articles dans la langue originale (allemand, anglais, français).

Si l'*Augustinus-Lexikon* comporte des articles très fouillés sur la vie d'Augustin (v. à ce propos l'article Augustinus) et ses oeuvres (on pourra consulter dans le premier volume le très gros article d'Erich Feldmann sur les *Confessiones,* ou encore celui de Gerard J. P. O'Daly sur le *De ciuitate Dei*), bien d'autres articles du *Lexikon* intéressent bien évidemment l'histoire générale: à consulter, par exemple, dans premier volume, les articles *baptismus, beatitudo, bono viduitatis, caritas, caro, cathedra, catholicus, celebrare, celebratio, Christus, concordia, conscientia* et tant d'autres. Il va de soi que l'*Augustinus-Lexikon* concerne également l'histoire de la culture antique (v. à ce propos, par exemple, l'article sur Cicéron, col. 914–930).

L'*Augustinus-Lexikon* est publié avec une très grande régularité. Les deux premiers fascicules du deuxième volume (comprenant les articles *Cor-Deus*) sont maintenant disponibles.

Lausanne AGOSTINO PARAVICINI BAGLIANI

L'abbaye de Saint-Gall et l'Alsace au haut moyen âge. Actes des journées de Colmar, 23–25 juin 1994, réunis par *Jean-Luc Eichenlaub et Werner Vogler.* Archives départementales du Haut-Rhin – Conseil général du Haut-Rhin. Colmar, 1997, 128 p., ill.

Durant l'année 1994, l'exposition itinérante consacrée à l'abbaye de Saint-Gall a fait escale en terre alsacienne, dans les murs de l'ancien couvent des Dominicains de Guebwiller. L'occasion était ainsi toute trouvée pour que les Archives abbatiales de Saint-Gall unissent leurs forces à celles des Archives départementales du Haut-Rhin pour organiser un colloque sur les relations entre le monastère saint-gallois et l'Alsace pendant le haut moyen âge. Les contributions présentées lors de cette journée d'études viennent de faire l'objet d'une publication abondamment illustrée qui est ici recensée.

C. Wilsdorf («Notker le Bègue et l'Alsace») se livre tout d'abord à une relecture serrée, riche d'enseignements, d'épisodes alsaciens des *Gesta Karoli* de Notker le Bègue. Deux spécialistes de l'histoire du livre médiéval, B. von Scarpatetti («L'Évangéliaire de Mulhouse provenant de Saint-Gall: aspects codicologiques et paléographiques») et A. von Euw («Das Evangelistar der Industriellen Gesellschaft in Mülhausen»), se sont penchés sur un Évangéliaire liturgique du Xe siècle provenant de Saint-Gall, que l'évêque de Strasbourg Erkanbald (965-991) avait rapporté d'une visite de la bibliothèque de l'abbaye en 972. Cet important manuscrit, aujourd'hui conservé dans la Bibliothèque de la Société industrielle à Mulhouse, mériterait à lui seul une étude approfondie afin d'expliquer les singularités de sa décoration et de sa liturgie. W. Berschin consacre au même Erkanbald une présentation très documentée de son rôle dans le domaine littéraire. Cet évêque fut notamment à l'origine de l'essor culturel de sa cité épiscopale grâce à la venue auprès de lui de Victor, un moine de Saint-Gall. Quelque peu en marge du thème retenu pour ce colloque, le regretté C. Heitz («L'église abbatiale du plan de Saint-Gall «occidentée» ?»), toujours attentif aux interactions entre liturgie et architecture, fait le point sur la question de l'«orientation» de quelques-unes des grandes églises carolingiennes. Le *Livre de confraternité* de Saint-Gall fournit à D. Geuenich («Gallus-Bruderschaften am Oberrhein») un bel exemple de piété populaire du XIIe siècle: l'existence d'une trentaine de «confréries de S. Gall» localisées sur les deux rives du Rhin supérieur et reliées assez étroitement semble-t-il au monastère de leur saint patron. U. Ludwig («Monastische Gebetsverbrüderung und Reichsteilung. Murbach und Weissenburg in ihren Gedenkbeziehungen zu St. Gallen und

Reichenau») s'attache à mettre en relief les interférences exercées par le contexte politique agité du milieu du IXe siècle sur le rythme d'inscription des noms des membres des communautés de Murbach et de Wissembourg dans les Livres de confraternité de Reichenau et de Saint-Gall. Une dernière contribution de W. Vogler («Zu den frühen Urkunden über das Elsass in der St. Galler Überlieferung») présente par le menu une donation à l'abbaye de Saint-Gall de biens alsaciens (757 ?) ainsi que, plus rapidement, deux diplômes royaux de 772 et de 877, les trois documents tirés du riche chartrier des Archives abbatiales. L'acte de 757 offre en outre l'intérêt d'avoir été instrumenté en Alsace même.

Même si les relations entre l'Alsace et l'abbaye de Saint-Gall durant le haut moyen âge se révèlent en définitive assez limitées (J.-L. Eichenlaub), l'apport scientifique de ce colloque de haut niveau s'avère cependant de grande importance pour une meilleure connaissance du rayonnement de l'abbaye de Saint-Gall.

Delémont ROMAIN JUROT

Linus Bühler, **Chur im Mittelalter. Von der karolingischen Zeit bis in die Anfänge des 14. Jahrhunderts,** Chur, Verlag Bündner Monatsblatt, 1995 (Quellen und Forschungen zur Bündner Geschichte), Band 6, 245 Seiten, 4 Illustrationen, hgg. vom Staatsarchiv Graubünden.

Beim vorliegenden Druck einer Dissertation handelt es sich um eine Monographie über die Geschichte der Stadt Chur, die zu einem Teil bereits in der 1993 erschienenen Churer Stadtgeschichte publiziert wurde. Der Autor holt in sorgfältiger Analyse weit aus und beginnt zunächst mit der Schilderung der Stadt Chur in karolingischer Zeit und im 10. und 11. Jahrhundert. Berücksichtigt werden auch die ottonischen Privilegien. Er reflektiert die Quellenlage und analysiert die Verhältnisse nach einzelnen Quartieren. Aufmerksamkeit widmet er neben der Stadtmauer auch der Wirtschaftsgeschichte, die stark landwirtschaftlich geprägt ist. Es spielen auch Handwerk und Gewerbe sowie Handel und die politischen Strukturen eine Rolle. Es handelt sich um einen Fall, wie wir ihn bei anderen Städten auch kennen, nämlich um die Kombination geistlicher Herr und städtische Agglomeration, erwähnen wir nur St. Gallen, Konstanz, Basel. Soweit möglich kommt auch knapp die Unterschicht zur Darstellung, nicht vergessen wird die Stellung der Frau und der Familie zwischen Hoch- und Spätmittelalter. Vom kirchengeschichtlichen Standpunkt her vermag vor allem die wirtschaftliche Bedeutung des Domkapitels und der städtischen Klöster zu interessieren, die von Bühler aufgrund sorgfältiger Quellenanalyse dargestellt wird. Die Publikation dient vor allem auch als Grundlage zu Vergleichen mit den Verhältnissen in anderen Schweizer und süddeutschen Städten, und es ist zu begrüssen, dass eine solche Arbeit mit modernen Fragestellungen nun vorliegt. Als

Quellenanhang ist dem Buch die Stadtordnung von Chur aus der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts beigegeben, die Mohr schon im dritten Band seines Codex diplomaticus abgedruckt hatte.

St.Gallen WERNER VOGLER

Hrabanus Maurus, De institutione clericorum libri tres. Studien und Edition von *Detlev Zimpel* (Freiburger Beiträge zur mittelalterlichen Geschichte 7) Frankfurt a. M., Peter Lang Verlag, 1996, 617 S.

Nachdem der dreißigjährige Hrabanus Maurus († 856) mit seinem Erstling ein *opus magnum* verfaßt hatte, das um 814 geschriebene und 28 Figurengedichte enthaltende ‹Buch zu Ehren des Heiligen Kreuzes› (‹Liber s. crucis›, oft ‹De laudibus s. crucis› genannt), mit dem er zu den wichtigsten Debatten seiner Epoche Stellung nahm, gab «die geistliche Gesetzgebung Ludwigs des Frommen» (S. 33) den Anlaß für ein neues umfangreiches Werk. Im Jahre 819 entstanden die drei Bücher ‹De institutione clericorum› (DIC), von denen Detlev Zimpel nun eine kritische Ausgabe vorlegt. Das Buch ist aus einer in Freiburg i. Br. eingereichten Habilitationsschrift hervorgegangen und gliedert sich in zwei Hauptteile. Nach einer Einleitung und einer Bibliographie (S. XVII–XXV; hier fiel mir lediglich das Fehlen zweier werkspezifischer Arbeiten auf, die von Armando Bisanti verfaßt und in der Zeitschrift Schede medievali 4, 1983, S. 5–18, und 8, 1985, S. 5–17, veröffentlicht wurden) wird eine allgemeine Einführung über den Autor und das Werk (S. 3–139) geboten. Es folgen ausführliche Prolegomena (S. 143–278) und die Ausgabe des DIC (S. 281–521), welche durch die Edition einer verbreiteten verkürzten Fassung (Redaktion ‹F›, S. 522–568) und ein umfangreiches Register (S. 571–617) abgerundet wird. Mit seinen *carmina figurata* hatte sich Hraban mit dem spätantiken theologischen und poetologischen Erbe auf besondere Weise auseinandergesetzt (vgl.: REZ., Il *Liber s. crucis* di Rabano Mauro. Testo – immagine – contesto, Lateinische Sprache und Literatur des Mittelalters 30, Bern 1998). Dasselbe geschah nun auch im DIC aus dem genannten Anlaß. Hrabans Quellen sind in erster Linie Augustins ‹De doctrina christiana› und Isidors ‹Etymologiae› sowie dessen ‹De ecclesiasticis officiis›, die im DIC ausgiebig und oft wortwörtlich zitiert werden. Das Kapitel über die «Arbeitsweise des Verfassers» (S. 62–94) setzt sich vor allem mit dem alten Vorwurf des Plagiats auseinander, der vor allem im 19. Jahrhundert gegen Hraban erhoben wurde, wobei Zimpel ihn in Schutz nimmt. Man hätte hier allerdings über die Art und Weise, wie in einem so zusammengesetzten Werk neuer Sinn ensteht, gerne mehr erfahren. Der Herausgeber betont darüber hinaus vor allem die Aktualität des DIC («Von daher könnte man die Institutio fast als eine Art Kampfschrift zur Durchsetzung der Beschlüsse von 816–819 bezeichnen», S. 14), und wiederum hätte man sich an dieser Stelle eine breitere, frömmigkeits– und men-

talitätsgeschichtliche Perspektive gewünscht. In der Einführung zeigt Zimpel insgesamt Zurückhaltung gegenüber Interpretationen und zieht es vor, die im Titel angekündigten Studien, etwa den Quellen des DIC (S. 37–61), dessen handschriftlicher Verbreitung (S. 95–112) und der Rezeption bei späteren Autoren (S. 113–136) zu widmen. In dieser Bodenständigkeit liegt freilich auch eine Stärke dieser Arbeit, die sich positiv auf die Ausgabe auswirkt. Zwar mußte der Herausgeber eine übersichtliche Anzahl von Textzeugen kollationieren, der Umfang des Werkes und die Tatsache, daß neben der ursprünglichen Fassung zwei verbreitete Redaktionen, Mischformen und eine späte Bearbeitung aus Hrabans Feder unter neuem Titel (‹De sacris ordinibus›) existieren, stellten ihn jedoch vor nicht zu unterschätzende Schwierigkeiten. Wie immer auf philologischem Gebiet mag man über den einen oder den anderen Punkt mit ihm nicht einverstanden sein, etwa was die Graphie angeht, bei welcher die Handschriftennähe einer m. E. nicht zwingenden Normalisierung weichen mußte. Zimpels Gesamtanalyse der textkritischen Probleme ist aber klar und aus erster Hand, und die gebotenen Lösungen überzeugen in der Regel. Und da Zimpel bemüht ist, eine gut lesbare, mit einem detaillierten Apparat versehene Edition herzustellen, kann man ihm dankbar dafür sein, daß er sich des DIC annahm, die bisher maßgebliche Ausgabe durch Alois Knoepfler (München 1901) ersetzte und dadurch einen wichtigen Beitrag zur nach wie vor nicht gerade üppigen Hraban-Forschung leistete.

Zürich MICHELE C. FERRARI

Ernst Tremp, **Mönche als Pioniere: die Zisterzienser im Mittelalter,** Meilen/Näfels, 1997 (Schweizer Pioniere der Wirtschaft und Technik Bd. 65), 104 S., 74 Abb. ISBN 3-909059-13-9.

Haben Männer eines mittelalterlichen Mönchsordens etwas gemeinsam mit Persönlichkeiten der modernen Wirtschaft und Technik? Dieser vordergründig rhetorischen Frage ging der Freiburger Historiker Ernst Tremp im Auftrag des Vereins für wirtschaftshistorische Studien, Meilen ZH, nach und gelangte – ebenso vordergründig – zu einer bejahenden Antwort. Entstanden ist ein äusserst ansprechendes Buch über die verschiedenen Bereiche wirtschaftlichen Handelns der Zisterzienser in der Schweiz.

Im Jahre 1098 gründeten Männer, die zu einem schlichten Mönchsleben in getreuer Befolgung der Regel Benedikts von Nursia zurückzufinden suchten, das Kloster Cîteaux (südlich von Dijon). Die Ausbreitung der zisterziensischen Bewegung gilt als eines der bedeutendsten geistig-religiösen und wirtschaftlichen Phänomene des 12. Jahrhunderts. Innerhalb weniger Jahrzehnte erfasste sie mit Hunderten von Niederlassungen das ganze christliche Abendland. Im Gebiet der heutigen Schweiz zählte der Orden 8 Männer-

und 22 Frauenklöster. Als Standorte der Klöster wurden mit Vorliebe bewaldete Täler oder Randzonen grosser, bewaldeter Gebiete ausgewählt.

Bei den Zisterziensern erhielt die Handarbeit neben dem Gebet als Form der Askese einen neuen Stellenwert. Jeder Mönch war zu körperlicher Arbeit verpflichtet. Entscheidenden Anteil am Erfolg des Ordens hatten die Laienbrüder oder Konversen. Sie trugen die Hauptlast der körperlichen Arbeit innerhalb der Klosterökonomie. Sie waren jedoch keine blossen Arbeiter, vielmehr Mitglieder des Klosters und Teilhaber an der geistlichen Gemeinschaft. Auf welchen wirtschaftlichen Gebieten haben sich die Zisterzienser hervorgetan? Zu nennen ist an erster Stelle die Landwirtschaft. Schon früh betrieben die Mönche die Dreifelderwirtschaft, führten den Räderpflug ein, erschlossen durch Rodung und Terrassierung schwer zugängliches Gelände dem Weinbau (Lavaux am Genfersee).

Beachtenswert ist die technische Seite ihres Baubetriebs: die Mönche entfalteten in der Ziegelproduktion eine hohe Kunstfertigkeit (St. Urban) und verfügten, wie ihre Architektur, der Ausbau des Wasser- und Wegnetzes im Umfeld der Klöster, ihre Energieversorgung beweisen, über beachtliche Kenntnisse in den exakten Wissenschaften. Die Zisterzienser taten sich mit den aufstrebenden Städten zu einer fruchtbaren Symbiose zusammen. Sie fügten sich in die Geldwirtschaft ein, errichteten Stadthöfe mit Kellern, Schank- und Verkaufsräumen und betrieben eine effiziente Finanzverwaltung. Die Zisterzienser standen mit diesen Leistungen im Mittelalter nicht alleine da, doch in einem Punkt gingen sie einen entscheidenden Schritt weiter als andere religiöse Bewegungen und Ordensgemeinschaften: sie hoben die Arbeit auf die gleiche Stufe wie die Kontemplation und das liturgische Gotteslob. Ihr neues Arbeitsethos war die Wurzel für ihre Pioniertaten und ihren wirtschaftlichen Erfolg. Letzterer gab früh Anlass zu Kritik, so dass viele Abteien dem Sturm der Reformation erlagen.

Abgerundet wird die in vorzüglichem Stil verfasste und reich illustrierte Darstellung durch einen Ausblick auf die Neuzeit. Entsprechend den Usanzen der Publikationsreihe verzichtet das Buch auf die Belege in Anmerkungen, doch weisen ein Quellen- und Literaturverzeichnis auf die benützten Werke und weiterführenden Untersuchungen hin.

Basel PATRICK BRAUN

Rudolf Gamper / Gaby Knoch-Mund / Marlis Stähli, **Katalog der mittelalterlichen Handschriften der Ministerialbibliothek Schaffhausen,** Dietikon-Zürich, Urs Graf Verlag, 1994, 301 S., z. T. farbige Abb.

Die Ministerialbibliothek Schaffhausen bildet seit 1923 ein Depositum in der Stadtbibliothek Schaffhausen, sie gehört aber heute noch der Schaffhauser Pfarrerschaft. In diesem Besitzverhältnis wird eine bis ins 11. Jahrhundert zurückreichende geistliche Kontinuität sichtbar, der Hauptbestand an mittel-

alterlichen Handschriften der Ministerialbibliothek stammt nämlich aus dem Kloster Allerheiligen. Für die Benützung der Codices war bisher der Katalog von Heinrich Boos aus dem Jahr 1877 die wichtigste Orientierungshilfe. Nun sind durch einen glücklichen Zufall fast gleichzeitig zwei (miteinander koordinierte) Werke erschienen, welche die sowohl text- als auch kunstgeschichtlich bedeutende Bibliothek erschliessen: der Katalog der illuminierten Handschriften des 11. und 12. Jahrhunderts, bearbeitet von Annegret Butz, hrsg. von Wolfgang Augustin (vgl. ZSKG 90, 1996, S. 242 f.) und der hier anzuzeigende, paläographisch-skriptoristisch-philologisch ausgerichtete Gesamtkatalog der 120 «Min.»-Handschriften, welcher zusätzlich 2 Fragmentsammlungen und 2 Inkunabeln mit handschriftlichen Texten beschreibt. Der vorzüglich ausgestattete Band ist das Ergebnis eines vom Schweizerischen Nationalfonds geförderten Pilotprojekts zur Erschliessung der mittelalterlichen Handschriftenbestände in mittleren und kleineren Bibliotheken. Nach dem erfolgreichen Abschluss dieser ersten Etappe hat sich das Team von Spezialisten (in teilweise veränderter personeller Zusammensetzung) inzwischen dem Fonds der jurassischen Kantonsbibliothek Pruntrut zugewandt. Es ist sehr zu wünschen, dass noch weitere Bibliotheken folgen und allmählich alle bedeutenderen Handschriftenbestände in der Schweiz auf solch vorbildliche Weise aufgearbeitet werden.

In der Einleitung zum Katalog (S. 13-69) legt R. Gamper eine gründliche Studie zur Geschichte der Schaffhauser Handschriften vom Allerheiligenskriptorium zur Ministerialbibliothek vor. Die bei der Katalogisierung gewonnenen Erkenntnisse ergeben in manchen Punkten neue Aufschlüsse für die Geistes- und Kulturgeschichte Schaffhausens, so dass es gerechtfertigt erscheint, sie hier zusammenfassend wiederzugeben. Das 1049 gestiftete Benediktinerkloster Allerheiligen war zunächst als nellenburgisches Eigenkloster auf Repräsentation ausgerichtet, wozu neben der singulären rhombenförmigen Kirchenanlage des 1064 geweihten ersten Münsters und dem Reliquienschatz auch liturgische Handschriften gehörten. Eine eigentliche Bibliothek und ein Skriptorium wurden erst nach der Reform durch Wilhelm von Hirsau 1080 und unter Abt Siegfried (1080–1096) aufgebaut. Über Hirsau dürfte die älteste, im 8. Jahrhundert wohl in Konstanz entstandene Handschrift, Cassiodors Psalmenkommentar (Min. 78), nach Schaffhausen gekommen sein. Zum Aufbau der Bibliothek trug aber vor allem die Reichenau bei, welche Handschriften überliess und Kopiervorlagen zur Verfügung stellte. Der reiche Buchschmuck der ersten Codices könnte ebenso wie die ursprünglichen Pläne zum Münsterneubau auf persönliche Verbindungen von Abt Siegfried zu Cluny zurückzuführen sein. Diese Zusammenhänge geben den Grund zur ansprechenden Vermutung, Siegfried sei einer der sechs Hirsauer Mönche gewesen, die Wilhelm nach Cluny gesandt hatte, um die dortige Liturgie und Lebensform kennenzulernen. Später ist in Allerheiligen unter dem Einfluss der Hirsauer Consuetudines und der Radikalisierung der Reform eine Hinwendung zu schlichten Formen sowohl beim neuen Münster (Weihe wohl 1106) wie auch bei der Gestaltung der Initialzierseiten in den Handschriften festzustellen. Das erste Bücherver-

zeichnis um 1100 (Min. 17, ediert S. 17–20) bildet einen gewissen Abschluss der Aufbau- und Blütezeit unter Abt Siegfried. Der berühmteste, literarisch tätige Konventuale jener Zeit, Bernold von Konstanz (von 1092 bis zu seinem Tod 1100 in Schaffhausen), besass eigene Bücher. Das Autograph der Chronik Bernolds (heute München, Clm 432) wurde bis 1360 in Allerheiligen aufbewahrt. Nach dem Verlust dieser Handschrift wurde 1360/80 die Lücke in der Darstellung der Klostergeschichte mit dem sog. Stifterbuch gefüllt. Wie Gamper im Vergleich mit den Urkunden aus der Gründerzeit zeigen kann, ist dieses als historische Quelle bisher hochgeschätzte Buch unzuverlässig, ausser in jenen Teilen, die sich auf die schriftliche Überlieferung des 11./12. Jahrhunderts stützen können; die angebliche lateinische Vorlage des Stifterbuchs ist fingiert. Vom mittleren Drittel des 12. Jahrhunderts an ging die Buchproduktion zurück. Ein gelehrter Briefwechsel zwischen Abt Hugo (1187–vor 1193/94) und dem Abt von St. Johann im Toggenburg über theologische Fragen zeigt, dass die Bibliothek rege benützt wurde. Von der Mitte des 14. Jahrhunderts an geben Leser- und Ausleihevermerke Einblicke in die geistliche Beschäftigung einzelner Konventualen. Eine Sonderstellung nimmt der letzte Abt Michael Eggenstorfer (1501–1524, Propst 1524–1529) ein. Seine ansehnliche Bibliothek ist eine wichtige Quelle für den Werdegang, die persönlichen Interessen und die Stellung Eggenstorfers zur Reformation. Sie verrät einen weiten, aber nicht im eigentlichen Sinn humanistischen Bildungshorizont und eine echte Frömmigkeit. Eggenstorfer stellte sich der Reformation nicht in den Weg, folgte jedoch theologisch Zwingli nicht.

Ein eigenes Kapitel der Einleitung ist den mittelalterlichen Einbänden gewidmet; sie werden auch im Katalog ausführlich beschrieben. Ihnen gilt heute ein starkes Forschungsinteresse, da sie als wichtige Quelle für die Bibliotheksgeschichte und die Bestimmung der Provenienz erkannt worden sind. Bei den meisten Handschriften der Allerheiligenbibliothek sind die mittelalterlichen Einbände noch erhalten: 13 aus dem 11./12. Jahrhundert, 4 aus dem 14. Jahrhundert, 57 aus dem 15. Jahrhundert (in der chronologischen Übersichtstabelle auf S. 38 vermisst man Min. 111). Schematische Darstellungen illustrieren die komplexe Materie der Einbandtechnik und deren Veränderungen von der Romanik zur Gotik. Durch die Katalogisierung und bucharchäologische Untersuchung konnten die nicht aus Allerheiligen stammenden Handschriften der Ministerialbibliothek bestimmt werden. Zwei Codices sind aus dem Bestand des Frauenklosters St. Agnes und eine Handschrift (neben 25 Inkunabeln) aus der 1509 an der Stadtkirche St. Johann für die Prädikatur eingerichteten Kettenbibliothek erhalten. Wiederentdeckt wurde bei der Bearbeitung die bisher als verloren geltende, eigenständige Bibliothek des Franziskanerklosters, ebenfalls eine Kettenbibliothek, welcher 8 Handschriften (neben 6 Inkunabeln) zugewiesen werden konnten. Darunter befindet sich eine Abschrift der lateinischen Talmud-Übersetzung des 13. Jahrhunderts (Min. 71), ein für die Wissenschaft wichtiger, bisher unbekannter Text.

Nachdem 1529 die Reformation eingeführt worden war, wurden 1540 die Überreste der geistlichen Bibliotheken in der Sakristei von St. Johann als Studienbibliothek für die Pfarrer zusammengelegt und 1589 von Johann Jakob Rüeger erstmals katalogisiert. Im 17. Jahrhundert diente die Bibliothek den Buchbindern als Lieferantin für Pergament und erlitt dadurch Verluste. Im ausgehenden 18. Jahrhundert wurde man sich des Wertes der Bibliothek von St. Johann bewusst, 1780 errichtete die Schaffhauser Pfarrerschaft die «auf alle Zeiten unveräusserliche» Ministerialbibliothek, die Handschriften wurden von den Drucken getrennt, vom ersten Bibliothekar Johann Jakob Altorfer neugeordnet und katalogisiert.

Den neuen Katalog erschliessen sorgfältige Register der Namen und Sachen, der Initien, Verse und Sprüche sowie eine Signaturenkonkordanz mit den früheren Katalogen. Es ist nur schade, dass die reichhaltige Einleitung nicht auch darin einbezogen oder mit einem eigenen Namen- und Handschriftenregister versehen worden ist. Für den nächsten Band des Unternehmens sei ferner der Wunsch ausgesprochen, dass die Abbildungen in der Einleitung numeriert und durch entsprechende Hinweise mit dem Text besser verknüpft werden.

Freiburg ERNST TREMP

Ludwig Falkenstein, **La papauté et les abbayes françaises aux XIe et XIIe siècles. Exemption et protection apostolique,** Paris, Editions Honoré Champion, 1997 (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes 336), pp. 248.

Les relations des papes des XIe et XIIe siècles avec les monastères français ont souvent été marquées par un jeu très complexe. Les monastères demandaient à Rome d'intervenir contre les abus pratiqués par certains évêques et autres grands de ce monde; ils désiraient aussi avoir une protection pour conserver et garantir leur «liberté» et leur indépendance dans une société menacée de dépendance et de subordination aux nobles, aux clans familiaux et aux seigneurs. Cet ouvrage passe donc en revue toute la panoplie des relations ayant existé entre abbayes françaises et siège apostolique au cours de ce «premier âge féodal». Une place prépondérante est, par la force des choses, réservée aux cas d'exemption des églises et des monastères du pouvoir de juridiction de l'ordinaire. L'attention portée par l'auteur au problème de l'exemption se justifie amplement par le fait que sur la longue durée, l'exemption, qui suspendait de manière définitive la juridiction de l'évêque diocésain sur telle ou telle église ou tel ou tel monastère, a eu, dans beaucoup de cas, des conséquences considérables sur le statut juridique de ces institutions. Ce livre, qui se fonde sur une parfaite maîtrise de la documentation (surtout des actes pontificaux), constitue la première étude d'ensemble consacrée à cette question, complexe et essentielle si l'on veut comprendre les relations entre églises, monastères et épiscopat à l'époque capétienne.

Lausanne AGOSTINO PARAVICINI BAGLIANI

Alexandre Pahud, **Le cartulaire de Romainmôtier (XIIe siècle). Introduction et édition critique,** Lausanne 1998 (Cahiers lausannois d'histoire médiévale, 21), p. 248.

Renouvelée dans sa forme éditoriale, la collection *Cahiers lausannois d'histoire médiévale* présente dans le volume 21 l'édition critique d'un des cartulaires les plus importants de l'histoire monastique du Pays de Vaud médiéval. Le *Cartulaire de Romainmôtier,* bien qu'il ait été édité en 1844 par Frédéric de Gingins-La-Sarra, n'avais jamais fait jusqu'ici l'objet d'une édition critique, ni d'aucune analyse systématique. C'est maintenant chose faite. Alexandre Pahud publie ici, après de longues et patientes recherches, le premier cartulaire de Romainmôtier, rédigé au XIIe siècle. Il s'agit du plus ancien modèle du genre conservé pour l'actuelle Suisse romande et constitue une source majeure éclairant l'histoire du Pays de Vaud et de la Franche-Comté du Xe au milieu du XIIe siècle. Ce recueil, riche et varié, renferme, à côté de quelque passages narratifs, des bulles et des lettres pontificales - dont plusieurs faux - des diplômes royaux, des documents impériaux, des donations de dignitaires ecclésiastiques et un grand nombre de chartes et de notices relevant de l'acte privé. L'ensemble est élaboré dans une perspective de défense et de développement du temporel monastique. Le présent volume se propose une édition des textes accompagnée d'une étude du manuscrit, de son contenu et de son organisation.

Florence FRANCESCO SANTI

Louis Duval-Arnould, **La législation cistercienne abrégée du manuscrit de Montpellier H 322,** Paris, Editions Honoré Champion, 1997 (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes, 335), p. 200.

Le manuscrit H 322 de la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier, Section de médecine, contient une série de textes qui méritent l'attention des historiens du développement de la législation cistercienne. Ces textes legislatifs doivent être situés dans le contexte du manuscrit, ce qui a permis à l'auteur une datation plus précise et une compréhension plus claire de leur finalité propre. Ce manuscrit unique, provenant de l'abbaye de Clairvaux, a été écrit par une main principale et quelques mains secondaires, toutes datables du milieu ou de la deuxième moitié du XIIe siècle. L'*Abbreuiatio usuum* est ici publiée pour la première fois. Elle présente un rapport certain avec les *Ecclesiastica officia,* mais en diffère par un plan tout à fait différent et par un texte beaucoup plus court. Ces trois textes constituent donc une «législation abrégée», rédigée peu après le chapitre général de 1152. Il

s'agissait sans doute d'une compilation destinée aux simples moines, et particulièrement aux novices, un texte législatif débarassé de ce qui ne les intéressait pas directement, notamment de toutes les tâches revenant aux divers officiers de la communauté cistercienne.

Lausanne AGOSTINO PARAVICINI BAGLIANI

Michele Camillo Ferrari, **Sancti Willibrordi venerantes memoriam. Echternacher Schreiber und Schriftsteller von den Angelsachsen bis Johann Bertels,** Luxemburg, Centre Luxembourgeois de Documentation et d'Etudes Médiévales, 1994 (Publications du CLUDEM 6) 125 S., 7 Farbtafeln, 32 Abb.

Auf der Grundlage der ca. 175 vollständig oder fragmentarisch überlieferten ma. Hss. aus Echternach bietet die von Walter Berschin angeregte Heidelberger Dissertation ein kenntnisreiches Panorama der Bibliotheks- und Literaturgeschichte des Willibrord-Klosters von seinen Anfängen im 8. Jh. bis zum Abt Johann Bertels (1594–1607). Auf die Schriftgeschichte geht der Verfasser dabei nur am Rande ein. Kontinuitätslinien bilden die über die Karolingerzeit hinaus wirksame insulare Tradition im Formen- und Bildungsgut, bei weitgehendem Fehlen klassischer Texte, die Produktion liturgischer Hss. und insbesondere von Evangeliaren, die nach dem 8. Jh. unter Abt Humbert (1028–1051) ihren zweiten künstlerischen Höhepunkt erlebte, und die literarische Memoria des Klosterpatrons in Werken von Alcuin bis Thiofrid (Abt 1083–1110). Die Blütezeit der Echternacher Buchproduktion hob mit der Einführung der Gorzer Reform 973 von St. Maximin aus an. An ihrem Ende stehen die hier ausführlich behandelten hagiographischen und liturgischen Schriften Thiofrids und das chronikalische Werk des Mönchs Theoderich (Ende 12. Jh.). Der Studie ist es gelungen, die Bibliotheks– und Bildungsgeschichte überzeugend in den Rahmen der Echternacher Klostergeschichte einzubetten. Sie hat nebenbei das Desiderat eines Hss.-Katalogs dieses bedeutenden Kulturzentrums in Erinnerung gerufen.

Freiburg ERNST TREMP

Les pays romands au Moyen Age, publié sous la direction d'*Agostino Paravicini Bagliani, Jean-Pierre Felber, Jean-Daniel Morerod et Véronique Pasche,* Lausanne, Editions Payot, 1998, pp. 640, ill. 184 dont 26 en quadrichromie.

Cet ouvrage collectif constitue la première tentative d'une histoire de la Suisse romande. Il est le fruit de la collaboration de plus de quarante médiévistes qui ont essayé de rédiger leurs contributions en se situant sur la longue

durée (l'ouvrage débute à la fin de l'Antiquité tardive et s'arrête à l'avènement de la Réforme) et en dépassant le cadre strictement cantonal qui a été pendant si longtemps la préoccupation principale de l'historiographie romande et suisse. L'ensemble de la matière de ce gros ouvrage s'ordonne autour de cinq grands domaines: l'organisation de l'espace, le pouvoir, les cadres de la vie religieuse et politique, les structures de la vie sociale, l'art. Si la manière d'aborder la thématique a souvent exigé de la part des auteurs la mise en place de nouvelles perspectives d'interprétation, cet ouvrage se veut aussi comme un effort de synthèse, portant sur les dernières décennies d'historiographie romande.

L'histoire religieuse et de l'Eglise est partout présente, et cela ne pouvait pas en être autrement. Une place importante est réservée aux évêques en tant que seigneurs, les évêques «romands» au Moyen Age (de Genève, Sion, Lausanne ainsi que de Bâle pour la partie francophone) ayant à diriger de véritables principautés épiscopales. L'organisation même des évêchés et des paroisses est retracée dans la troisième partie («Encadrements»), qui étudie également le problème des dédicaces des églises et du rôle joué par le tribunal de l'évêque de Lausanne sur le plan des exorcismes, malédictions et procès d'animaux. Une place à part est occupée par le «pouvoir de l'inquisition», une institution qui a joué un rôle très important, d'intérêt européen, parce qu'elle s'est trouvée placée aux premières loges à l'époque de la genèse du concept du sabbat. Dans la partie consacrée aux «structures de la vie sociale», au moins deux chapitres intéressent de très près l'histoire religieuse (v. les chapitres sur «pèlerinages et lieux de culte» et «mort et sépultures»). La cinquième partie réserve une attention particulière à l'architecture à la peinture religieuse.

Nul doute que cet ouvrage collectif est destiné à faire date dans l'historiographie suisse et romande.

Florence FRANCESCO SANTI

David Burr, **L'histoire de Pierre Olivi. Franciscain persécuté.** Traduction de l'anglais et préface de Francois-Xavier Putallaz, Freiburg/Schweiz, Universitätsverlag, Paris, Cerf, 1997 (Vestigia. Pensée antique et médiévale 22), 293 S.

Bei dem anzuzeigenden Band handelt es sich um eine französische Übersetzung eines englischen Buches mit dem Originaltitel «The Persecution of Peter Olivi», welches David Burr 1976 vorgelegt hat. Die Übersetzung ist vom Autor autorisiert und die Bibliographie bis 1996 nachgetragen worden. Das Buch hat nichts von seiner Aktualität verloren, es ist sehr quellennah und liest sich verständlich und spannend, auch wenn das Biographische, welches von Peter Johannis Olivi bekannt ist, nicht über eine karge Franziskanerbiographie hinausgeht (geb. 1247/1248 in Südfrankreich, Ordensein-

tritt 1259/1260, Studium in Paris, Lektor in Montpellier und Narbonne 1278–1287 u. 1289–1298, in Florenz 1287–1289, gest. 1298 in Narbonne). Bedeutend ist Olivi vor allem durch sein Werk, durch seine radikale Position im franziskanischen Armutsstreit und seine von Joachim von Fiore inspirierte endzeitliche Theologie der Geschichte. Ihretwegen wurde Olivi schon zu Lebzeiten angegriffen, dann aber vor allem nach seinem Tod, als sich an seinem Grab ein Kult zu entwickeln begann, getragen vor allem von den südfranzösischen Spiritualen (oder Beginen). Im Jahr 1418 endeten vier von ihnen auf dem Scheiterhaufen und Olivis Leichnam wurde aus seinem Grab im Chor der Dominikanerkirche von Narbonne entfernt, um die fortgesetzte Verehrung zu unterbinden. Sein Kommentar über die Apokalypse wurde allerdings erst 1326 verdammt, als sich sein Orden selbst von der Idee der absoluten Armut abgewandt hatte. Wenn Olivi auch im gewisser Hinsicht – gerade in seinem Festhalten an der absoluten Armut, aber auch in seinen grossen Vorbehalten gegenüber der Artistoteles-Rezeption – als konservativ erscheint, war er doch zu originell, um unangefochten zu bleiben. Vor allem aber haben die historischen Entwicklungen nach seinem Tod, der intensivierte Armutsstreit und vor allem auch die Person Papst Johannes' XXII. letztlich zu seiner Verurteilung geführt.

Freiburg KATHRIN UTZ TREMP

Pierre Guichard / Danièle Alexandre-Bidon (Hg.), **Comprendre le XIIIe siècle. Etudes offertes à Marie-Thérèse Lorcin,** Lyon, Presses universitaires, 1995, 310 S.

Bei dem vorliegenden Band handelt es sich um eine Festschrift für Marie-Thérèse Lorcin von ihren KollegInnen, insbesondere der Universität Lyon II. Da Frau Lorcin sich nach einer These über «Les campagnes de la région lyonnaise aux XIVe et XVe siècle» (erschienen 1974) dem 13. Jahrhundert zugewandt hatte (La France au XIIIe siècle: économie et société, Paris 1975), sollte ihre Festschrift diesem Jahrhundert gewidmet sein, und insbesondere den Quellen, welche es neu oder in neuer Quantität hervorgebracht hat, eine Art Studienbuch. So schreiben Monique Bourin und Odile Redon über frühe dörfliche Archive in Italien und Südfrankreich, Jean-Philippe Genet über englische «Court Rolls», Pierre-Yves Laffont über herrschaftliche «chartriers» des Languedoc, Jean-Pierre Molénat über die französischen Einwanderer in Toledo und ihre Quellen (die in arabischer Sprache verfasst sind!), Jacques Rossiaud über einen städtischen Aufstand in Lyon und seine Widerspiegelung in einer humanistischen Quellensammlung, Jacques Berlioz über die in der Predigt verwendeten «exempla», Pascal Collomb über die liturgischen «Libri ordinarii», Denyse Riché über die cluniazensischen Visitationsprotokolle, Michel Rubellin über die Synodalstatuten, Pierre-André Sigal über Wunderberichte, Danièle Alexandre-Bidon über Erzie-

hungsbücher, Frank Brechon über das Notariat, Jean Dufournet über die Gedichte von Rutebeuf, Pierre Guichard über den Wechsel vom Pergament zum Papier, Danielle Jacquart und Marilyn Nicoud über Sammlungen von Regeln zur Erhaltung der Gesundheit, Bruno Larioux über Kochbücher, Marie-Thérèse Lorcin selber über die «Fabliaux», Bernard Ribémont über Enzyklopädien und Jacques Verger über Universitätsstatuten. Die einzelnen Beiträge schliessen jeweils mit einem konkreten Quellenbeispiel, das ins Französische übersetzt und kommentiert wird. Der reichhaltige Band enthält ausserdem eine Bibliographie der Werke von Marie-Thérèse Lorcin.

Freiburg KATHRIN UTZ TREMP

François-Xavier Putallaz, **Insolente liberté. Controverses et condamnations au XIIIe siècle,** Freiburg/Schweiz, Universitätsverlag, Paris, Cerf, 1995 (Vestigia, Pensée antique et médiévale 15), 338 S.

Ausgehend von der Verurteilung gewisser philosophischer Thesen, die in der zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts an der Artistenfakultät der Universität Paris vertreten wurden, durch den Bischof von Paris, Etienne Tempier, im Jahr 1277, studiert Putallaz die Rezeption des Aristoteles bei so verschiedenen Autoren wie Siger von Brabant, Peter Johannis Olivi, Thomas von Aquin, Heinrich von Gent, Gottfried von Fontaines, Aegidius von Rom und schliesslich bei Dante, der im Unterschied zu seinen Vorgängern ausserhalb der Universität stand. Putallaz zeigt in feinsinnigen Analysen, wie die verschiedenen Auffassungen von Freiheit, verstanden im antiken und im christlichen Sinn, zuerst scheinbar unversöhnlich aufeinanderprallten und dann in einem auf die Verurteilung von 1277 folgenden langwierigen Prozess miteinander in Übereinstimmung gebracht werden konnten.

Freiburg KATHRIN UTZ TREMP

Bündner Urkundenbuch, III. Band (neu), 1273–1303, bearbeitet von *Otto P. Clavadetscher und Lothar Deplazes,* herausgegeben vom Staatsarchiv Graubünden, Chur, 1997, 607 S. ill.

Voici splendidement et impeccablement édités, par deux médiévistes connaissant parfaitement leur métier, une série de cinq cent septante-neuf documents se rapportant au territoire actuel des Grisons. Chaque acte est précédé d'une analyse et d'une description de l'acte et des sceaux, avec un appareil critique en bas de page. L'édition proprement dite est suivie de deux indices latins et allemands fort complets et bien faits, comprenant près de quarante pages. Il nous paraît vain de détailler leur contenu, tant un rapide survol des matières rendrait mal compte de la richesse de ce volume.

A un moment où le principe même des éditions de textes est remis en cause par certains, il faut insister sur la perfection de l'œuvre offerte et en féliciter ses auteurs; on fera remarquer à ce propos, que seules des éditions de textes peuvent renouveler notre connaissance du moyen âge et qu'à cet égard la tâche est encore immense. Cette édition honore aussi le canton des Grisons qui, par l'intermédiaire de ses archives cantonales, nous a habitués depuis longtemps à des travaux de grande qualité. Ce volume peut donc être considéré comme un modèle à suivre par toutes les collections suisses de documents.

Neuchâtel MAURICE DE TRIBOLET

Peter Jäggi, **Untersuchungen zum Klerus und religiösen Leben in Estavayer, Murten und Romont im Spätmittelalter (ca. 1300 – ca. 1530),** Einsiedeln, Kloster, 1996, 545 S.

L'histoire religieuse de l'Europe du bas Moyen Age s'est avant tout intéressée, au cours de ces dernières décennies, aux attitudes religieuses des laïcs. Le grand oublié de l'histoire religieuse à l'époque médiévale, c'est le clergé paroissial. Les choses sont en train de changer. Grâce à quelques monographies locales et régionales, qui tentent d'inscrire la documentation - prosopographique, testamentaire et comptable - dans un contexte d'histoire sociale, nous sommes maintenant un peu mieux renseignés sur la place occupée par le clergé au sein de la société, et par la même, sur son rôle pastoral. Il s'agit d'un domaine qui exige des défrîchements archivistiques considérables. Surtout, aucun résultat important ne peut être atteint sans une véritable prosopographie du bas clergé. Tous ces objectifs ont été atteints dans cette thèse de doctorat de l'Université de Fribourg. Pour l'histoire religieuse suisse, cette monographie d'histoire religieuse, qui étudie le milieu clérical de trois villes moyennes de l'actuel canton de Fribourg, une d'expression germanique (Morat) et deux autres francophones (Estavayer-le-lac, Romont), gardera sans doute longtemps une valeur d'exemple.

La moitié de ce gros ouvrage est en effet absorbée (p. 251–528) par la présentation des biographies du clergé (*Biogramme*) et toute une série de tableaux analytiques concernant les bénéfices extérieurs possédés par le clergé, la composition du clergé, la liste des prédicateurs, les fondations d'autel et de messes d'anniversaire, ainsi que la documentation archivistique (listes du clergé et liste chronologique des testaments de Morat). A la fin du volume, l'auteur publie trois documents importants (les statuts du clergé de Romont, une ordonnance liturgique d'Estavayer et un arbitrage concernant la nomination du chantre à Estavayer).

Grâce à cet ensemble prosopographique, documentaire et statistique impressionnant, l'auteur a pu, dans la première partie de son ouvrage, reconstituer systématiquement l'histoire du clergé paroissial de ces trois villes «fri-

bourgeoises» (Romont et Estavayer faisaient à l'époque partie du Pays de Vaud) sous tous les aspects: individuels et collectifs, d'histoire sociale et d'histoire religieuse. Le passage entre l'histoire sociale du clergé et l'histoire religieuse *tout court* est constant. L'auteur consacre en effet une attention particulière aux problèmes de la moralité du clergé et à l'organisation de la vie religieuse (processions, pèlerinages, piété populaire, indulgences, culte des reliques et ainsi de suite), mais aussi aux legs pieux dans les testaments du clergé paroissial, à la prédication et aux livres liturgiques possédés par les églises. Pour ce dernier point, l'auteur a procédé à une comparaison minutieuse des informations que nous livrent les visites pastorales du diocèse de Lausanne du XVe siècle (1416-1417 et 1453). A chaque fois, la documentation disponible est étudiée pour chacune de ces trois villes. Le plan est rigoureux et clairement charpenté.

Les résultats sont intéressants et rejoignent souvent ceux d'autres recherches sur le plan européen. Cela vaut pour le nombre croissant de clercs, que l'on constate un peu partout au bas Moyen Age. Cela vaut également pour la place considérable qu'occupent la «comptabilité de l'au-delà» dans ce que Jacques Chiffoleau a également appelé l'«économie du salut». Peter Jäggi a en tout cas raison de lier donations pieuses et croissance du clergé. Les épidémies de peste, qui ravagent l'Europe dès 1348–1349, comptent sans doute pour beaucoup, mais là aussi, l'auteur a raison de penser que les donations pieuses constituent dans l'ensemble un phénomène beaucoup plus profond. La paroisse joue un rôle central dans la religiosité des laïcs, mais ce sont avant tout les ordres mendiants (et d'une manière générale les ordres religieux) qui organisent la prédication, du reste assez fréquente dès le milieu du XVe siècle. A ce titre, le chapitre de l'auteur apporte une documentation inédite et toujours négligée.

Le tableau, relativement positif, qui semble émerger de la documentation relative aux donations pieuses, ne doit cependant pas nous faire oublier qu'ici comme ailleurs, la situation du clergé était source de difficultés, notamment dans le rapport entre clercs et laïcs. Ces difficultés sont bien connues: absentéisme, moralité, négligence en ce qui concerne la conservation des livres liturgiques et ainsi de suite. Le jugement que peut porter l'historien est dans ce domaine difficile. Comment juger les pourcentages de clercs concubinaires relevés dans les visites pastorales du XVe siècle: 17% dans le diocèse de Lausanne, un chiffre qui peut être constaté également à Lyon ou, par exemple, à Eichstätt (p. 102)? Les critiques que formuleront les réformés (Pierre Viret) semblent à l'auteur exagérees, la vie religieuse ayant connu un vrai essor au XVe et au début du XVIe siècle. Mais le sont-elles vraiment? C'est sans doute là une question d'appréciation. Ce qui compte, pour l'instant du moins, c'est que les recherches locales et régionales soient organisées sur des bases solides, documentaires et problématiques, comme c'est le cas dans le présent ouvrage.

Lausanne AGOSTINO PARAVICINI BAGLIANI

R. Po-Chia Hsia: **Trient 1475. Geschichte eines Ritualmordprozesses,** Frankfurt am Main, S. Fischer Verlag, 1997 (aus dem Amerikanischen von Robin Cackett; Yale Université Press, 1992), 223 S.

Trient, Ostern 1475: Ein zweijähriger Knabe wird vermisst. Die Wassergräben werden abgesucht; gleichzeitig verdichten sich Gerüchte, wonach die kleine jüdische Gemeinde für das Verschwinden des Jungen verantwortlich sei. Deren Mitglieder verschliessen die Kellerfenster, damit niemand ein totes Kind hineinschmuggle ... Am Ostersonntag wird der Leichnam des Vermissten schliesslich entdeckt, und zwar im Bad des Gemeindevorstehers – das mit dem Rinnstein draussen verbunden ist. Doch die Obrigkeit hat keinen Sinn für solche «Spitzfindigkeiten»: Die jüdischen Männer werden verhaftet, die Frauen unter Hausarrest gestellt. Was folgt, ist die mehrwöchige Leidensgeschichte der jüdischen Männer von Trient: In langen Verhörserien werden disparate Geständnisbrocken aus ihnen herausgefoltert, die darauf in einem zweiten Schritt in eine einigermassen zusammenhängende Form gepresst werden. Die angeblichen Verbrechen sind Kindsmord, Blasphemie und Teufelswerk. Ende Juni 1475 werden die Hinrichtungen vollstreckt.

Der Trienter «Kindsmord» gehört in eine Reihe ähnlicher Tötungen, welche den Juden seit Mitte des 12. Jahrhunderts zur Last gelegt wurden. Folgt man den von R. Po-Chia Hsia angeführten Zahlen – der Schilderer der Trienter Tragödie hat dem Phänomen eine das Reich betreffende Übersicht gewidmet (*The Myth of Ritual Murder. Jews and Magic in Reformation Germany,* New Haven and London: Yale University Press, 1988) – so schwoll die Zahl dieser Anschuldigungen an, um im 14. und 15. Jahrhundert einen Höhepunkt zu erreichen. Was dabei auffällt, ist die strukturelle Verwandtschaft dieser Fälle mit den einsetzenden Hexenverfolgungen: Hier wie da wurden aus dem Nichts Anklagen gezimmert, gemäss deren eine verschwörerische Gruppe gotteslästerliche Untaten beging. Am Trienter Fall wird dabei besonders deutlich, wie eng beispielsweise Kindstötung und Hostienschändung (beides wurde den vermeintlichen Hexen und Hexern ebenfalls zur Last gelegt) miteinander verflochten waren. Der tote Knabe Simon wird aufgebahrt und beginnt Wunder zu wirken. In zeitgenössischen Darstellungen erscheint sein gewaltsamer Tod in der Art von Christi Passion – und die Juden zum zweiten Mal als Heilandsmörder, womit dieses Topos wiederum verstärkt wurde.

Im Unterschied zu den Hexereianschuldigungen traf die Kindsmordanklage eine von vornherein genau bezeichnete Gruppe, die sich – wenn auch mit beschränkten Mitteln – zur Wehr setzen konnte: Gegen die Trienter Prozessführung erhoben verschiedene jüdische Gemeinden bei Kaiser und Papst Einspruch, welchen der örtliche Fürstbischof mit einer Propagierung des Simonskultes zu unterlaufen suchte. Die daraus entstehenden Auseinandersetzungen kommen in der zweiten Buchhälfte zur Sprache, wo der Autor unter anderem schildert, wie sich der mit der Untersuchung betraute päpstliche Gesandte, der für seine judenfeindlichen Predigten bekannte Dominika-

ner Baptista Dei Giudici, unter dem Eindruck der während des Prozesses begangenen Unrechtmässigkeiten zum vehementen Gegner des Trienter Bischofs Johannes Hinderbach wandelte.

Das Urteil von Papst Sixtus IV. fiel wie folgt aus: Die Prozessführung entspreche den Verfahrensregeln; andererseits sei – mit Hinweis auf ein Dekret von Innozenz IV. aus dem Jahre 1247, welches Ritualmordprozesse *grundsätzlich* verbietet – der Simonskult zu unterdrücken. Ende des 16. Jahrhunderts liess Sixtus V. die Verehrung von Simon «dem Märtyrer» dann doch noch zu, und erst 1965 wurde sie endgültig untersagt.

Der Trienter Prozess ist in elf, teilweise unvollständigen Abschriften erhalten. R. Po-Chia Hsia bezieht sich in seiner Monographie auf das in New York aufbewahrte Yeshiva-Manuskript, das eine vergleichsweise vollständige Version bietet. Damit liesse sich des Autors Wahl, nämlich seine Erzählung auf eine einzige Quelle abzustützen, rechtfertigen. Was bei seiner Darstellung allerdings zu kurz kommt, das ist die eigentliche «Anatomie» des Prozesses: Wie ist der Wortlauf der Geständnisse zustandegekommen, was für Punkte wurden von den Verhörenden eingebracht, wie wurden all die Aussagen, die gar nicht übereinstimmen können, miteinander harmonisiert? Fragen, die einen mikroskopischen Quellenvergleich bedingen, zumal die überlieferten Abschriften – wie vom Autor selbst auch angedeutet wird – in signifikanten Einzelheiten voneinander abweichen. In diesem Bereich bleibt R. Po-Chia Hsia summarisch. Seine Arbeit liest sich denn vor allem als gut geschriebene Einführung, deren aufschlussreichste Passagen die Nachgeschichte des Prozesses und damit das Funktionieren der römischen Kurie behandeln. Im übrigen sei auf die Prozessakten selber verwiesen, die Gegenstand einer laufenden Edition sind (*Processi contro gli ebrei di Trento [1475–1478]. 1. I Processi del 1475* [Edition von Anna Esposito und Diego Quaglioni]. Padova: CEDAM – Casa Editrice Dott. Antonio Milani, 1990).

Bern GEORG MODESTIN

Laurence Pfister, **L'enfer sur terre. Sorcellerie à Dommartin (1498),** Lausanne, 1997 (Cahiers lausannois d'histoire médiévale, 20), p. 325.

Durant un long mois, en automne 1498, le village de Dommartin, dans le Jorat vaudois, va vivre au rythme des accusations et des dénonciations. Quatre procès au moins auront lieu devant l'inquisition, ceux de deux hommes et de deux femmes. Tous paysans, relativement bien intégrés dans la communauté, ils seront accusés d'avoir donné leur âme au Diable et d'avoir renié Dieu en échange de pouvoirs surnaturels ou maléfiques. Leurs voisins diront qu'ils ont apporté la désolation dans le village, parfois depuis plus de vingt ans. Meurtres d'enfants et de bétail, mais aussi déplacements dans les airs, sont les faits dont ils se seraient rendus coupables. A travers les procès-verbaux des interrogatoires qui nous sont parvenus, nous découvrons un

monde mental et physique en pleine mutation, rempli de superstitions, de peurs et de jalousies entre des voisins ou même des membres d'une même famille; un terrain propice à l'accusation de sorcellerie.

Avec cet ouvrage, les *Cahiers lausannois d'histoire médiévale* poursuivent l'édition et la traduction de l'ensemble des procès de sorcellerie conservés pour le Pays de Vaud au Moyen Age.

Florence FRANCESCO SANTI

Immacolata Saulle Hippenmeyer, **Nachbarschaft, Pfarrei und Gemeinde in Graubünden 1400–1600,** Quellen und Forschungen zur Bündner Geschichte, herausgegeben vom Staatsarchiv Graubünden, Bd. 7: Untersuchung, Chur 1997, X + 376 S. Bd. 8: Quellen, bearbeitet von Immacolata Saulle Hippenmeyer und Ursus Brunold, Chur, 1997, VII + 434 S.

«Am 10. Januar 1505 reichten die Äbtissin Margaretha von Reitnau und die Chorfrauen des Klosters St. Peter in Cazis als Lehensfrauen der Pfarrkirche St. Johann Baptist auf Hochrialt (Domleschg) an Bischof Heinrich VI. von Chur ein Gesuch ein mit der Bitte, die Filialkirche St. Maria in Thusis zur Pfarrkirche zu erheben. St. Johann war die Mutterkirche des ganzen Tales, sie sei aber – wie in der Bittschrift erklärt wird – *hoch vnnd vngelegen,* weshalb die Pfarrgenossen sie nur unter grossen Schwierigkeiten und nicht ohne Lebensgefahr besuchen könnten. Folglich seien viele Kinder ohne Taufe und zahlreiche Kranke ohne die Sterbesakramente aus dieser Welt geschieden, die Toten habe man nicht in der geweihten Erde begraben können, und auch gesunde Menschen seien am Besuch des Gottesdienstes gehindert worden. [...] Es sei deshalb dringend notwendig, die Kirche St. Maria in Thusis, inzwischen mit einer Pfründe und den Sakramentsrechten ausgestattet, zur Pfarrkirche zu erheben. Am 21. Januar 1505 erfüllte Bischof Heinrich VI. von Chur die Bitte.»

Im 15. Jahrhundert lässt sich im Gebiet des heutigen Kantons Graubünden eine rege Stiftungstätigkeit feststellen. Die Zahl der Pfarrkirchen erhöhte sich zwischen 1400 und 1520 von rund 70 auf 91, die Zahl der Seelsorgestellen stieg im gleichen Zeitraum um 25 bis 30 Prozent an. Träger dieser Stiftungen waren selten Einzelpersonen oder Bruderschaften, sondern in den weitaus meisten Fällen die (rechtlich als Gerichtsgemeinde definierte) Gemeinde oder die (siedlungsmässig definierte) Nachbarschaft: *«nachpuren vnd gantz gemainden zů Lawin vnd Ganda», «commun gemainlich zů Andair jn Schambser kilchspel», «gantz nachpurschafft zu Sur».* Die Gründe für diese rege Bau- und Stiftungstätigkeit sind im Detail nicht bekannt, doch scheint ein Zusammenhang mit dem Bevölkerungswachstum nach der Pestwelle von 1348 nicht unplausibel. Das Hauptanliegen der bäuerlichen Bevölkerung war, wie auch das einleitende Zitat illustriert, der Ausbau der

sakramentalen Versorgung. Dies erreichten sie mit konkreten Forderungen (regelmässige oder tägliche Lesung der Messe, Taufe und Bestattung im Dorf etc.), welche sie an die gestifteten Pfründen knüpften.

«Das spätmittelalterliche Dorf hing», wie Saulle schreibt, «mehr an der eigenen Kapelle als an einer unpersönlichen Pfarrkirche.» Der Wunsch, eine Kirche im Dorf zu haben, und die damit bedingte (teils mehrfache) Dismembration der Pfarreien führte zu einer kollektiven Identifizierung um das Gotteshaus. Die Kirche war ein «wichtiges Repräsentationsmerkmal des Dorfes und als solches *gemeinschaftsstiftend*». Die Entwicklung von der Nachbarschaft als Wirtschaftseinheit zur politischen Gemeinde verlief deshalb wesentlich «über die Bildung der Dorfsiedlung als Kirchgemeinde». Gut dokumentiert wird eine solche mehrfache Dismembration mit der Ausbildung von politischen Gemeinden am Beispiel der bündnerischen Talschaft Schanfigg.

Die Reformation und die dabei verfassten beiden Ilanzer Artikelbriefe führten zu einer Verschlechterung der religiösen Betreuung. Der Grund lag nicht in der freien Konfessionswahl, welche jeder Kirchgemeinde nach 1526 im Gebiet der Drei Bünde zustand, sondern vielmehr in der kirchlichen Kommunalisierung generell. Die Kirchgemeinden – und zwar nicht nur die reformierten, sondern auch die katholischen – beschäftigten ihre Pfarrer fortan auf Vertragsbasis, gleichzeitig wurden zahlreiche Jahrzeitstiftungen zurückgezogen, was die Wiederbesetzung vieler Seelsorgestellen aus wirtschaftlichen Gründen schwierig und für die Geistlichen unattraktiv machte. Die einmal getroffene Wahl der Konfession hatte im allgemeinen wenig Auswirkungen auf diese Entwicklung.

Saulles Untersuchung, welche 1995/96 von der Universität Bern als Dissertation angenommen wurde, arbeitet mit einem bei Peter Blickle entwickelten Forschungsansatz, welcher im Zusammenhang mit der Reformation nach den kollektiven Beweggründen und nach der kollektiven Frömmigkeit der bäuerlichen Bevölkerung fragt. Mit ihrem Ansatz bereichert Saulle nicht nur die bündnerische Geschichtsforschung der Reformation, welche sich noch immer stark auf Oskar Vasella und Emil Camenisch stützt. Ein mindestens ebenso wichtichtiger Aspekt ist aber der eingangs beschriebene Prozess der säkularen Kommunalisierung über den Weg der kirchlichen Dismembration, welchen Saulle nicht zuletzt dank dem äusserst reichhaltigen und gemeinsam mit Ursus Brunold vorbildlich edierten Quellenband aufzeigt.

Chur RETO FURTER

Ruedi Imbach, **Dante, la philosophie et les laïcs. Initiations à la philosophie médiévale 1,** Freiburg/Schweiz, Universitätsverlag, Paris, Cerf, 1996 (Vestigia, Pensée antique et mediévale 21), 265 S.

Dieser Band ist der erste einer geplanten Reihe von Einführungen in die mittelalterliche Philosophie, welche die mittelalterlichen Texte in den Vordergrund stellt (und nicht selten auch zum ersten Mal in französischer Sprache widergibt). Der erste Band geht von der Überlegung aus, dass es im Mittelalter nicht nur Philosophie von Klerikern für Kleriker, sondern auch von Klerikern für Laien und schliesslich auch von Laien für Laien gegeben hat und dass die Philosophie dadurch ihren Charakter verändert und von Metaphysik zu politischer Philosophie geworden ist. Erste Bestrebungen in dieser Richtung sind im 13. Jahrhundert an der Artistenfakultät der Universität Paris festzustellen, dann aber vor allem an den Fürstenhöfen: demjenigen von König Robert von Neapel (ca. 1275-1343), von König Karl V. von Frankreich zu Beginn des 15. Jahrhunderts, vor allem aber demjenigen von Kaiser Friedrich II., dessen Rolle weit über diejenige eines reinen Mäzens hinausging. Diese philosophische Kultur zeichnete aus, dass sie sich den Bedürfnisssen der Laien anpasste und sich auch der Volkssprachen bediente, die erst durch solche Inanspruchnahme zu wissenschaftlichen Sprachen wurden.

Dabei war das Ziel nicht Originalität, sondern Vermittlung von Lebenshilfe. Weit über eine reine Vermittlungstätigkeit hinaus ging das Werk des Dante Alighieri, des ersten grossen Laienphilosophen des Mittelalters (obwohl er selber solcher Vermittlertätigkeit in seinem «Gastmahl» ein eigentliches Denkmal gesetzt hat). Es ist kein Zufall, dass er sich (in «De vulgari eloquentia») auch mit der Volkssprache auseinandergesetzt und eine eigentliche Sprachphilosophie entwickelt hat. Nach der Lektüre des ersten Bandes der geplanten Reihe versteht man ihren Zweck als «philosophisches Gastmahl» für heutige Laien besser und freut sich bereits auf den nächsten Band (oder «Gang»!).

Freiburg KATHRIN UTZ TREMP

François-Olivier Touati, **Maladie et société au Moyen Age. La lèpre, les lépreux et les léproseries dans la province ecclésiastique de Sens jusqu'au milieu du XIVe siècle,** Paris, Bruxelles, De Boeck & Larcier s.a., 1998 (Bibliothèque du Moyen Age), pp. 876, tableaux, cartes, photos.

La recherche historique concernant la lèpre au Moyen Age s'enrichit d'un ouvrage de grande envergure. Le sous-titre pourrait tromper, puisqu'il fait penser que l'enquête de l'auteur ne concerne qu'une province ecclésiastique, fût-elle importante comme celle de Sens. De fait, cette thèse de docto-

rat d'Etat (Université de Paris XII, sous la direction du professeur Pierre Toubert), a été conçue comme une somme, destinée à étudier l'ensemble du phénomène de la lèpre au Moyen Age, à partir d'une région donnée. La finalité de l'ouvrage est avant tout d'ordre social.

L'auteur tente de mesurer l'impact de la lèpre sur les différents systèmes de société qui se sont succédés dans l'espace formé par les huit diocèses de la province ecclésiastique de Sens (entre Loire et Marne), depuis le IVe siècle jusqu'à l'arrivée de la Peste Noire. L'analyse de l'environnement culturel, démographique, politique, économique, comme des conditions biologiques, révèle une variabilité des attitudes qui remet en cause la vision traditionnelle d'une exclusion systématique ou d'une marginalisation uniforme. A partir de la fin du XIe siècle, la valorisation des malades et la pratique d'assistance, inspirées du message chrétien, s'associent aux nouvelles aspirations religieuses et à l'expansion économique: c'est dans ce contexte que se situe l'apparition des léproseries dont les implantations sont ici inventoriées. Le fonctionnement matériel et spirituel de ces établissements, l'évolution de leurs recrutements montrent la progressive mutation de leurs objectifs et celle du regard enves les malades.

Ce qui précède montre l'ampleur avec laquelle François-Olivier Touati a mené sa recherche, dont les prémisses méthodologiques et les résultats historiographiques marqueront sans doute pendant longtemps l'approche des historiens face à l'un des phénomènes les plus importants touchant le rapport entre *maladie et société* au Moyen Age, avec de fortes implications pour l'histoire religieuse et ecclésiastique.

L'ouvrage contient, entre autres, une excellente mise au point de nos connaissances concernant le massacre des lépreux qui eut lieu en 1321, en Aquitaine et dans le royaume de France, comme aussi à Lausanne. L'auteur renvoit à juste titre (p. 734 n. 17) à l'article de Nicolas Morard, qui publia dans cette même revue (75, 1981, p. 238) une lettre de l'évêque de Lausanne du 3 septembre 1321 qui montre que le massacre des lépreux avait atteint nos régions. Girard d'Oron plaide pour l'indulgence et la sauvegarde des innocents tout en disant que des lépreux avaient été brûlés à Lausanne, «non injustement»...

Lausanne AGOSTINO PARAVICINI BAGLIANI

Walter Brandmüller, **Das Konzil von Konstanz 1414–1418, Bd. II: Bis zum Konzilsende,** Paderborn/München/Wien/Zürich, Ferdinand Schöningh, 1997 (Konziliengeschichte, Reihe A: Darstellungen), 458 S.

Der erste Band der vorliegenden Geschichte des Konzils von Konstanz erschien 1991 und wurde 1993 in der vorliegenden Zeitschrift angezeigt (ZSKG 87, 1993, 174); er behandelte die Konzilsgeschichte bis zur Abreise des deutschen Königs Sigismund nach Narbonne im Sommer 1415, mit dem Zweck, auch noch die Absetzung des dritten Schismapapstes, Benedikt

XIII., zu erreichen. Der zweite Band setzt hier ein und verfolgt die mühsamen Verhandlungen bis zu den *Capitula Narbonensia,* mit welchen sich Benedikts Obedienz Ende 1415 – gegen dessen Willen- dem Konzil von Konstanz anschloss. Der Autor kehrt dann nach Konstanz zurück und beschreibt im zweiten Teil, was inzwischen auf dem Konzil geschieht: den konziliaren Alltag, die Fortschritte in der *causa reformationis,* den Streit um den Tyrannenmord und den Prozess gegen Hieronymus von Prag, immer anknüpfend an die Kapitel des letzten Teiles des ersten Bandes (Der Prozess gegen Wyclif und Hus, *Ouilibet tyrannus*). Der dritte Teil (des zweiten Bandes) setzt ein mit der Rückkehr der Konzilsgesandtschaft von Narbonne zu Beginn des Jahres 1416 und dem Eintreffen der Spanier im Herbst des gleichen Jahres. Nun erst kann Benedikt XIII. der Prozess gemacht werden, der sich den ganzen Winter 1416/1417 hinzieht und erst im Sommer 1417 mit seiner Verurteilung endet, welche Voraussetzung für die Papstneuwahl ist. Wenn sie erst im Spätherbst 1417 zustandekommt, so weil König Sigismund (der Anfang 1417 wieder in Konstanz eingetroffen ist) zunächst die causa reformationis einem guten Ende zuführen möchte, wohl wissend, dass nach der Papstneuwahl und der Beendigung des Schismas das Interesse an der Reform nicht mehr gross sein würde. In diesem sog. «Prioritätsstreit» kommt es zu einem Kompromiss, wonach die bereits abstimmungsreifen Reformdekrete noch vor der Wahl verabschiedet werden sollen, darunter auch das berühmte Dekret *Frequens* über die Periodizität der Konzilien (vom 17. Oktober 1417). Am 11. November 1417 wurde dann, nach langen Verhandlungen um den Wahlmodus und kurzem Konklave, Papst Martin V. gewählt. – Der zweite Band weist ähnliche Vorzüge und Nachteile auf wie der erste, er liest sich sehr gut, wenn er auch manchmal etwas umständlich erzählt, und er zeichnet sich weiterhin durch ein gewisses Misstrauen gegenüber dem Konziliarismus aus, das sich in der Schilderung von tumultösen Sitzungen des zu Entscheidungen angeblich unfähigen und vom König beherrschten Konzils äussert, oder auch in einer entschärfenden Analyse des Dekrets Frequens.

Freiburg KATHRIN UTZ TREMP

Giuseppe Alberigo, **Karl Borromäus. Geschichtliche Sensibilität und pastorales Engagement.** (Reihe: Katholisches Leben und Kirchenreform im Zeitalter der Glaubensspaltung, Bd. 55). Münster, Aschendorff, 1995, 83 S.

Karl Borromäus (1538–1584) ist eine Schlüsselgestalt der Katholischen Reform. Schon kurz nach seinem frühen Tod in der Pestzeit verbreitete sich der Ruhm des Mailänder Kirchenfürsten. Die Zeitgenossen spürten seine Faszinationskraft und sind ihr erlegen: Ein grosser Herr, zudem Lieblings-

neffe von Papst Pius IV., hatte sein Leben in pastoralem Einsatz und in strenger Askese gelebt, eine herausragende Persönlichkeit in einer Zeit, in der nur der Protestantismus in der Lage schien, grosse Persönlichkeiten von Luther bis Calvin hervorzubringen. Die Heiligsprechung erfolgte schon früh 1611, kaum 27 Jahre nach seinem Tode.

Worin bestand die Faszination des Mailänder Oberhirten? Karl schaute nicht sehnsüchtig in die Vergangenheit zurück, sondern war voll in der damaligen Gegenwart verankert, da er wusste, dass hinter ihm eine dunkle Vergangenheit stand, die überwunden werden musste. Die lautstark erhobene Forderung nach einer Reform an Haupt und Gliedern und nach einem allgemeinen Konzil stellte in einem beträchtlichen Teil des italienischen Klerus nur eine auf Umsturz gerichtete Forderung dar, die ihre persönlich privilegierte Machtstellung bedrohte. Die mit der Verweltlichung der Kirche einhergehende Schwächung der Religiosität hatte auch in Italien aus dem Klerikerstand einen bloss gesellschaftlichen Rang und eine begehrte Gelegenheit zur wirtschaftlichen Versorgung gemacht.

Karls Jugend und Studium verliefen in üblichen Bahnen. Die unerwartete Wahl des Kardinal-Onkels Giovanni Angelo Medici 1559 zum Papst veränderte diesen Zustand vollständig. Der junge Papstneffe gelangte in Rom an eine einflussreiche Stelle, wo er eine unvermutete Arbeitskraft an den Tag legte. In diese Zeit fällt die letzte Phase des Konzils von Trient. In engem Kontakt mit Reformkreisen erkannte der junge Mailänder, dass es nicht galt, einige wenige Maschen eines an sich gesunden Netzes zu flicken, sondern dass weitverbreitete Entartungserscheinungen zu eliminieren waren. Die Zukunft der Kirche konnte nur in der Überwindung des spätmittelalterlichen Zerfalls gesehen werden.

Besondere Bedeutung in seinem Leben besass der Kontakt mit dem Dominikaner Bartholomäus de Martyribus, Erzbischof von Braga und Primas von Portugal; sein Buch «Stimulus pastorum» hat Karl stark beeinflusst: «Väter, nicht Herren, sollen die Bischöfe gegenüber dem Kirchenvolk sein». 1564 empfängt er die Bischofsweihe. Der junge Oberhirte sah seine wichtigste Aufgabe darin, das Evangelium zu verkünden. Überall, in Mailand wie in den abgelegensten Dörfern, predigte er. Obschon er selber dem Adel entstammte, hat er konstant den Adelsstand gegeisselt, da er erkannte, wie stark dessen lose Sitten auf den hohen und mittleren Klerus einwirkten, der unter dem Mangel an persönlicher und pastoraler Tugend litt. Ebenso energisch verteidigte der Bischof die Autonomie der kirchlichen Autorität gegenüber der politischen Macht. Auf diözesaner Ebene rief er die Priester zu periodisch tagenden feierlichen Versammlungen zusammen, um in einem dynamischen Prozess die Übernahme von Verantwortung zu fördern. Die kirchliche Reform musste das Anliegen des gesamten Klerus sein.

Sein überraschender Pesttod am 3. November 1584 sollte seinen Ruhm erst recht mehren. Karls Tätigkeit hatte dem Ideal eines wahren Bischofs entsprochen. Im Verlaufe der folgenden Jahre veränderte sich allmählich seine Biographie: Aus politischen Gründen wurde seine persönliche Frömmigkeit stärker als sein ekklesiales Engagement betont. Im Konsistorium

von 1610 pries der Jesuit Bellarmin seine persönlichen Verdienste, ohne die Tatsache zu erwähnen, dass Karl Bischof gewesen war. Sein Lehramt für die Kirche wurde einfach gestrichen. Die Ritenkongregation verfügte zudem, dass die bildlichen Darstellungen den hl. Karl im Kardinalsornat und nicht in Bischofskleidung wiederzugeben hätten! Erst die neuere Geschichtsforschung betont wieder stärker seine Tätigkeit als Reformbischof.

Meggen/Luzern ALOIS STEINER

Oskar Vasella, Geistliche und Bauern. Ausgewählte Aufsätze zu Spätmittelalter und Reformation in Graubünden und seinen Nachbargebieten, *hrsg. von Ursus Brunold und Werner Vogler,* Chur 1996, 782 S.

Oskar Vasellas Tod Ende 1966 unterbrach vorzeitig eine fruchtbare Forscher- und Lehrerlaufbahn. 33 Jahre lang hatte er als Professor für Schweizergeschichte an der Universität Freiburg i Ue. gewirkt und nebenbei mit unermüdlichem Fleiss eine Reihe von Büchern und Editionen veröffentlicht, ebenso eine Vielzahl von Aufsätzen und Miszellen, die in verschiedenen wissenschaftlichen Zeitschriften und sonstigen Organen erschienen - besonders oft in der Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte, der er als Redaktor und Spiritus rector jahrzehntelang aufs engste verbunden war.

Auf verdienstvolle Weise haben nun der St. Galler Stiftsarchivar Werner Vogler und Ursus Brunold, Adjunkt am Staatsarchiv in Chur, bisher verstreute Texte ausgewählt und im vorliegenden Sammelband vereinigt, der – eine Wohltat für die Benützer! – durch ein ausführliches Namen- und Sachregister erschlossen ist. Der anregende Band mit seinem imposanten Umfang von über 780 Seiten beleuchtet hauptsächlich das Spätmittelalter und die Reformationszeit im bündnerischen Raum, somit eine besonders spannende Zeit des geistigen Umbruchs und des tiefgreifenden institutionellen und mentalitätsmässigen Wandels. Aufgegriffen werden Themen zur Kirchengeschichte, aber auch zur Bildungs- und Sozialgeschichte. Diese Thematik und Zeitepoche bildete in Vasellas wissenschaftlicher Tätigkeit einen besonderen Schwerpunkt. Als Sohn von Puschlaver Eltern in Chur aufgewachsen, blieb er über die Forschung seiner Bündner Heimat zeitlebens eng verbunden.

Die in angenehm lesbarer Sprache geschriebenen Texte verraten eine fundierte Kenntnis der Quellen. Dank des quellenkritischen Ansatzes wirken sie auch heute noch im grossen ganzen überraschend aktuell, wenngleich einzelne Passagen – namentlich Auseinandersetzungen mit Thesen anderer zeitgenössischer Autoren – überholt sein mögen und selbst schon wieder ein Stück Wissenschaftsgeschichte sind. Die Beiträge sind chronologisch geordnet, wobei der älteste 1930, der letzte 1967 posthum (über das bischöfliche Archiv in Chur) erstmals erschienen war. Neben Aufsätzen zur Biographie des Schulmeisters Jakob Salzmann, zum mittelalterlichen Schulwesen, zum

Reformator Johannes Comander und zum Seelsorgeklerus im Bistum Chur im Spätmittelalter bilden Vasellas Untersuchungen zur Täuferbewegung in Graubünden und zum wirtschaftspolitisch bedeutenden Dokument des ersten Ilanzer Artikelbriefs von 1524 wichtige Kapitel. Gerade mit den sozialen und wirschaftlichen Auswirkungen der Reformation sowie den Bauernunruhen und Bauernartikeln hatte er sich seinerzeit intensiv beschäftigt. Die Konflikte der Drei Bünde mit dem Bistum Chur, das seine weltliche Macht im Spätmittelalter und nach der Reformation zunehmend einbüsste, sind ebenso ein wichtiges Thema von Vasellas Forschungen. Weitere Miszellen sind der Ausbildung von Bündner Scholaren in Zürich vor der Reformation und der kirchlichen Statistik des Bistums Chur gewidmet. In seinen Beiträgen über den Klerus im Spätmittelalter und im 16. Jahrhundert setzt er sich auch mit dem unter den Geistlichen weitverbreiteten Konkubinat sowie mit dem Bildungsstand des Klerus auseinander. Einzelne Arbeiten gehen auch über den geographischen Rahmen Graubündens hinaus, so etwa die Abhandlung «Reform und Reformation in der Schweiz. Zur Würdigung der Anfänge der Glaubenskrise». Kurzum – wer sich mit der spätmittelalterlichen und frühneuzeitlichen Geschichte Graubündens sowie der Ostschweiz, Vorarlbergs und Liechtensteins befasst, wird um diesen eindrucksvollen Band nicht herumkommen.

Niederglatt MAGDALEN BLESS-GRABHER

Gabriel Imboden / Gregor Zenhäusern / Patricia Bielander (Hg.), **Kaspar Jodok von Stockalper: Handels- und Rechnungsbücher,** Brig, Rotten-Verlag, 1997, 4°, Band 11, XVII S. + 529 Sp.

Band 11 der Handels- und Rechnungsbücher von Kaspar Jodok von Stockalper enthält den «Liber montis ac vallis Sempron, Wayrae (Zwischbergen) et Alpium, sicut aquae in Italiam defluunt etc., ab anno 1609 ad annum 1699[!]» (L–10) und den «Liber primus fundationis» (L–12).

Der «Liber montis ac vallis Sempron...» (L–10) ist aufschlussreich für den alten Stockalper. Nach seinem Sturz ergreift er Massnahmen zur Ordnung der verbliebenen Güter und ihrer Rettung vor drohender Zersplitterung und Zerrüttung. Der L–10 bietet eine Zusammenfassung der Beziehungen Stockalpers zum Raum Simplon. Es fehlt in diesem Band nicht an Klagen über die Wirtschaft der Pächter. So kritisiert Stockalper den Gastwirt in Gondo, Kastlan Hans Amherd (Sp.66 f.), mit einer ganzen Reihe von Vorwürfen.

Der «Liber primus fundationis» (L–12) ist gleichsam das Vermächtnis K.J. Stockalpers. Nach dem Tod aller seiner Söhne widmet er sich ganz der Organisation seines Erbes in Form der Gründung von neun Stiftungen. Interessant ist dabei die Dotierung der Stiftungen. Haupt der Stiftung soll stets der direkte männliche Erstgeborene sein, wenn ein solcher fehlt, ein Erstgebore-

ner einer Seitenlinie aus dem Stamm des Urgrossvaters Peter I., oder, wenn auch ein solcher nicht vorhanden ist, ein vom letzten Erben erwählter Fremder oder guter Patriot aus bestem Haus, der «legitime» Namen, Vornamen und Wappen des grossen Stockalper angenommen hat.

Da ganze Partien aus dem L–12 herausgerissen wurden und man nicht weiss, ob es sich um die endgültige Redaktion handelt, enthält der vorliegende Band 11 ausser der Transkription eine vollständige Faksimile-Wiedergabe des L–12. Der Benützer kann auf diese Weise aufgrund von Tintenfarben, Überschreibungen etc. den Stellenwert einzelner Aussagen prüfen. Nützlich für den Benützer ist Anhang I. Er bietet unter anderem lose Notizen Stockalpers zu den Stiftungen, testamentarische Schriften und Eheverträge und bildet eine willkommene Ergänzung der Rechnungsbücher.

Während die vorausgehenden Bände vor allem für Stockalpers Tätigkeit als Handelsmann und Politiker und für die Walliser Geschichte aufschlussreich sind, kommt im vorliegenden 11. Band namentlich die Persönlichkeit dieses bedeutenden Mannes zur Geltung. Dem Leser begegnen überdies Äusserungen Stockalpers, die ihn als einen Mann des Glaubens charakterisieren. So heisst es etwa im Liber fundationis «Accedamus cum fiducia ad tribunal misericordiae et gratiae».

Wiederum möchten wir die sehr sorgfältige Redaktion der Register hervorheben. Die Historiker werden mit Spannung den angekündigten systematischen Glossar– / Registerband zur ganzen Edition erwarten. Dieser wird für die Auswertung der Handels- und Rechnungsbücher von besonderer Bedeutung sein.

Solothurn HELLMUT GUTZWILLER

Heinrich Richard Schmidt, **Dorf und Religion. Reformierte Sittenzucht in Berner Landgemeinden der Frühen Neuzeit,** Stuttgart/Jena/New York, Gustav Fischer Verlag, 1995 (Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, Bd. 41), 425 S., 87 Abb., 25 Tab., 1 Daten-Diskette.

Die vorliegende Untersuchung – eine Habilitationsschrift der Universität Bern – beruht auf einer Auswertung der Chorgerichtsmanuale der Kirchgemeinden Vechigen und Stettlen (in der Nähe von Bern) sowie der Stadt Biel (letztere für das 16. Jh. zum Vergleich herangezogen). Zunächst wird das Delikt des Fluchens untersucht, welches im 16. Jh. noch als individuelle Revolte und Rebellion gegen Gott verstanden wurde und bis ins 18. Jh. zum reinen Schimpfen «herabsank» (und entsprechend zunahm). Als weitere Untersuchungsfelder erscheinen Verstösse gegen den Besuch von Kinderlehre (auch für Erwachsene!), Predigt, Abendmahl und Sonntagsheiligung (bei Schmidt meist ganz alttestamentlich Sabbatheiligung genannt). In all diesen Feldern erwiesen sich die Frauen als weit domestizierter als die Männer, welche dem Chorgericht zunehmend Widerstand leisteten, allen voran

die Handwerker und Wirte, aber nicht selten auch die Chorrichter selber. Das Dorf stellte sich immer mehr gegen die Kirche, hier verkörpert in den Personen der Pfarrer, deren Berichte Ende des 18. Jhs. immer pessimistischer klingen (aber von Schmidt wahrscheinlich doch zu sehr für bare Münze genommen werden). Auch im Bereich der (vorehelichen) Sexualität stellte sich das Dorf zunehmend gegen die Obrigkeit, während sich im Bereich der Ehe eine Allianz zwischen Frauen und Chorgerichten ausmachen lässt, welche die Frauen vor männlicher Gewaltanwendung und Trunksucht schützten, und dies obwohl sie ausschliesslich männlich besetzt waren. Ein weiteres Kapitel ist der Nachbarschaft und Nachbarschaftlichkeit gewidmet, die einen ethischen Wert darstellte und ebenfalls wieder stark von den Frauen geprägt war. Im 18. Jh. gingen nicht die Delikte und Konflikte zurück, sondern die Bereitschaft, sie unter dem Aspekt eines christlichreformierten Weltbildes zu verfolgen (das sich im übrigen nicht wesentlich von anderen konfessionellen Weltbildern unterschied).

Freiburg KATHRIN UTZ TREMP

Ivan Cappelli / Claudia Manzoni, **Dalla canonica all'aula. Scuole e alfabetizzazione nel Ticino da San Carlo a Franscini,** Pavia, Tipografia Pime Editrice, 1997, Collana del dipartimento storico geografico dell'università di Pavia, pp. 445.

Il libro qui presentato contribuisce ad arricchire di parecchie pagine inedite non solo la storia della scuola, ma anche quella sociale e religiosa delle terre ticinesi, in un periodo che dall'età di san Carlo Borromeo giunge sino a quella di Stefano Franscini. La storiografia ticinese non ha in realtà mai prestato una grande attenzione alle scuole di antico regime (cioè alle «scuole della canonica» evocate nel titolo del libro), preferendo rivolgere i propri interessi quasi esclusivamente alle scuole di Stato. Il merito delle due ricerche racchiuse in questo libro è quindi di aver ricostruito per la prima volta in maniera completa le vicende delle scuole parrocchiali, sorte tra il Cinquecento e il Settecento, e di aver saputo tracciare un quadro dei livelli di alfabetizzazione delle terre ticinesi al momento di passaggio dalla scuola delle comunità a quella statale.

Nella prima parte del libro Ivan Cappelli ci consegna un profilo dell'istruzione nella Svizzera italiana dal '500 all'800, restituendoci dapprima, alla luce delle trasformazioni politiche ed economiche, la dinamica della costituzione delle scuole nella Svizzera italiana a partire dal XVI secolo (quando ne sono attestate una cinquantina) sino al 1832 (allorché se ne contano 261). Cappelli ha individuato l'esistenza di due categorie fondamentali: le «scuole formali» e quelle «informali». Le prime (a pagamento oppure gratuite) nascevano e funzionavano per volontà degli abitanti di una determinata località. Il rispetto di queste volontà era garantito mediante la stesura di contratti

legali che fissavano gli impegni reciproci tra le singole comunità e i maestri, perlopiù ecclesiastici. Un'altra forma di scuola disciplinata da un contratto era quella legata alla creazione delle cappellanie scolastiche: le comunità stesse o taluni benefattori privati stanziavano dei fondi che permettevano il pagamento di un cappellano, al quale era assegnato il compito preciso di fare scuola e di coadiuvare il parroco.

I contratti scolastici contenevano tutta una serie di importanti indicazioni (l'obbligo del parroco di insegnare; la precisazione se la scuola fosse gratuita o a pagamento; le materie da insegnare; e altro ancora). I contratti che sono stati reperiti vanno dalla metà del Cinquecento alla metà dell'Ottocento e rivelano una struttura che risulta definita sin dall'inizio e permane inalterata per tutto il periodo considerato. Ciò significa che le comunità hanno saputo molto presto individuare la tipologia di scuola adatta a rispondere ai propri bisogni.

Oltre a quelle formali, esistevano pure le «scuole informali», ossia le scuole in cui il maestro insegnava senza essere vincolato da obblighi legali nei confronti della comunità. I maestri in esse attivi sono solitamente dei sacerdoti che agiscono di propria iniziativa, senza obbligo alcuno e che spesso insegnano gratuitamente e per puro spirito di carità. Le caratteristiche di fondo (metodi, durata, ecc.) delle scuole informali corrispondono a quelle viste in precedenza.

Un aspetto importante che emerge da questa ricerca è che nelle terre ticinesi le istituzioni scolastiche tra il XVI secolo e l'introduzione della scuola obbligatoria sono concepite quasi esclusivamente per essere frequentate dalla popolazione maschile. Tuttavia la religione ha un funzione importante per l'alfabetizzazione femminile: l'azione della riforma cattolica fu infatti fondata anche su una migliore preparazione religiosa dei fedeli e lo strumento per ottenere ciò fu rappresentato dalla diffusione, voluta da san Carlo Borromeo, delle scuole della dottrina cristiana, nelle quali si insegnava e si leggeva il catechismo a tutti i bambini (quindi anche alle ragazze).

Lo studio di Cappelli mette in luce che non tutte le terre ticinesi mostrano lo stesso interesse nei riguardi dell'istruzione e che all'interno della stessa comunità gli atteggiamenti possono essere differenti. Certe regioni non creano le scuole oppure talune fasce di popolazione non le frequentano semplicemente perché non ne sentono il bisogno. In effetti il bisogno d'istruzione dipendeva da due motivi fondamentali: la preparazione di base richiesta da talune professioni e l'emigrazione (elementi, questi, che spesso erano combinati tra loro). D'altro canto, il bagaglio culturale ritenuto allora indispensabile dalle popolazioni poteva non corrispondere alle nostre valutazioni: in certe situazioni poteva ad es. essere sufficiente solo saper leggere e non scrivere.

Nella seconda parte del libro Claudia Manzoni, dopo aver esaminato le varie tappe istituzionali che portarono alla nascita e allo sviluppo delle scuole elementari pubbliche, porta la sua attenzione sul grado di alfabetismo raggiunto dalle popolazioni alle quali questi interventi istituzionali erano rivolti. In queste pagine Manzoni, basandosi su una metodologia introdotta alla

fine del secolo scorso dallo studioso francese Louis Maggiolo, conduce un'analisi sui registri di matrimonio (a partire dal 1855, anno in cui la legge introdusse l'obbligo di firmarli, fino al 1865) che prende in considerazione tutti i 262 comuni del Cantone Ticino di allora. Questi registri permettono infatti di disporre di serie continue di sottoscrizioni autografe e consentono quindi di trattare su base statistica il fenomeno dell'alfabetismo, utilizzando come criterio discriminante per distinguere alfabeti da analfabeti la presenza della firma oppure della croce.

Questa analisi ha permesso a Manzoni di rilevare un livello «molto alto» di alfabetismo maschile in tutti gli otto distretti del Cantone (ma soprattutto nella Vallemaggia, in Leventina e nel Luganese). La sua ricerca ha tenuto ovviamente conto delle differenze regionali, ossia dei differenti panorami agricolo-paesaggistici e quindi delle differenti condizioni socio-economiche che attraversavano il nostro Cantone. Molto minuziosa è anche l'analisi per quanto riguarda sia le fasce di età sia le professioni.. Dall'analisi di oltre 7.700 matrimoni, che rappresentano quasi 15.500 casi individuali, la percentuale di sposi in grado di firmare il proprio atto di matrimonio risulta essere pari all'89% per gli uomini e al 64% per le donne. Queste ultime stavano comunque raggiungendo (grazie soprattutto alle riforme scolastiche volute da Stefano Franscini), i risultati, altissimi, toccati dai maschi già in precedenza. Nel complesso tuttavia la situazione ticinese può essere considerata privilegiata in Europa: il tasso di alfabetizzazione dei maschi, pari a quasi il 90%, risulta infatti quasi il doppio della media europea.

Una alfabetizzazione così diffusa e massiccia -conclude Claudia Manzoni- è il risultato sia della presenza, già nei secoli precedenti, di una rete capillare di scuole sia della struttura socio-economica delle nostre terre. Ad alimentare la richiesta d'istruzione delle comunità ticinesi nel corso dei secoli furono, in particolare, proprio la frequente condizione di piccoli proprietari, l'abitudine all'emigrazione, la presenza dei maestri d'arte.

Bellinzona FABRIZIO PANZERA

Urban Fink, **Die Luzerner Nuntiatur 1586–1873. Zur Behördengeschichte und Quellenkunde der päpstlichen Diplomatie in der Schweiz.** Diss. theol., Freiburg/Schweiz. Luzern/Stuttgart, Rex-Verlag, 1997, 437 S. (Collectanea Archivi Vaticani. 40.) (Luzerner Historische Veröffentlichungen, 32.)

Neben der französischen Botschaft in Solothurn, den Gesandtschaften Spaniens und Savoyens sowie den Residenten Venedigs in Zürich war die Nuntiatur in Luzern eine der wenigen beständigen diplomatischen Vertre-

tungen in der alten Eidgenossenschaft. Im Unterschied zu den Gesandten der europäischen Mächte war der Vertreter des Heiligen Stuhles nicht bei allen Kantonen, sondern nur bei den katholischen Kantonen akkreditiert. Mit der Dissertation von Urban Fink wird diese Institution zum ersten Mal in einer Gesamtschau von ihrer Gründung Ende des 16. Jahrhunderts bis zu ihrem Ende während des Kulturkampfes vorgestellt. Als Exempel zur Darstellung der Nuntiaturgeschäfte dienen dem Autor die Nuntiaturen von Ottavio Bufalini (1754–1759), Niccolò Oddi (1760–1764) und Luigi Valenti–Gonzaga (1764–1773). Sie vertraten den Heiligen Stuhl bei den katholischen Kantonen zur Zeit der politischen Stagnation nach dem Zweiten Villmergerkrieg. Bis anhin ist den päpstlichen Gesandten in der alten Eidgenossenschaft relativ wenig Aufmerksamkeit geschenkt worden: die Gesamtübersicht im ersten Band der Helvetia sacra ist eher dürftig; nebst einigen wenigen Arbeiten zu bestimmten Geschäften einzelner Nuntien, befassen sich nur die Editionen der Berichte der ersten Reformnuntien Giovanni Antonio Volpe (1560–1564) und Giovanni Francesco Bonomi (1579–1581) sowie die Darstellungen d er Missionen von Ranuccio Scotti (1630–1639) und Federico Borromeo (1655–1665) ausführlicher mit der Thematik. Das umfassende Literaturverzeichnis von Fink gibt den aktuellen Forschungsstand wieder.

Der erste Teil gewährt aufschlussreiche Einblicke in die Grundzüge der päpstlichen Diplomatie in der Eidgenossenschaft. Residenzort der Nuntien war auf Wunsch des Heiligen Stuhles Luzern, der Vorort der katholischen Eidgenossenschaft. Zerwürfnisse mit der Luzerner Regierung bewogen einzelne Nuntien zu einem Residenzwechsel, so z.B. nach Altdorf zu Beginn des 18. Jahrhunderts und nach Schwyz von 1835 bis 1841. Ein Gebäude in Luzern als beständigen Sitz der Nuntiatur gab es nicht. Im Ancien Régime unterstanden der «Nunziatura Svizzera» die katholischen Kantone der Eidgenossenschaft und deren Untertanengebiete, die Drei Bünde, das Wallis sowie die gesamten Diözesen Basel, Chur, Konstanz, Lausanne und Sitten, folglich auch das Oberelsass, süddeutsche Gebiete sowie Teile Vorarlbergs und des Tirols. Nach dem Westfälischen Frieden lockerten sich die Beziehungen zu diesen Gebieten und vielfach bestanden sie nur noch auf dem Papier. Als erster Nuntius galt bis anhin Giovanni Francesco Bonomi. Doch wurde nach seiner Abreise 1581 die Nuntiatur nicht mehr besetzt. Erst 1586 entsandte der Heilige Stuhl auf ausdrücklichen Wunsch der V Orte Giovanni Battista Santonio nach Luzern. Nach Fink ist er der erste beständige Nuntius in Luzern. Die ersten 50 Jahre der Nuntiatur waren die wichtigsten. In enger, nicht immer unproblematischer Zusammenarbeit mit den katholischen Kantonen gelang es den päpstlichen Gesandten, der tridentinischen Reform zum Durchbruch zu verhelfen. Wesentlich unterstützt wurden sie in ihren Bemühungen von den neuen Orden der Jesuiten und Kapuziner. Diese erste wichtige Periode der Gegenreformation ging um die Mitte des 17. Jahrhunderts zu Ende. Es folgte eine gewisse Abkühlung, unzählige Konflikte und Kleinstkonflikte zwischen Kirche und Staat begannen die Szene zu beherrschen. Sie verschärften sich nach 1712, als die Katholiken ihre relative Vor-

machtstellung verloren hatten. Die Bischöfe residierten ausserhalb des Hoheitsgebietes der XIII Orte. Erst ab 1688 wurde Freiburg die beständige Residenz des Bischofs von Lausanne. In der Innerschweiz übernahmen die Nuntien öfters die Weihetätigkeiten der Bischöfe von Konstanz. Während der Helvetik war die Nuntiatur nicht besetzt. Nach ihrer Wiedereröffnung im Jahre 1803 war der Nuntius bei den katholischen und gemischten und ab 1816 auch bei den protestantischen Kantonen akkreditiert. Hauptaufgabe war nun die neue Diözesaneinteilung. Nach vielen Kompromissen führte sie schliesslich zu den bis heute bestehenden Provisorien. Im neuen Bundesstaat, ab 1848, war der Heilige Stuhl nur noch durch Geschäftsträger vertreten. Sie zogen nicht in die neue Bundeshauptstadt Bern, sondern blieben, isoliert vom neuen Zentrum und den übrigen diplomatischen Vertretern, in Luzern. Die Verurteilung der Kirchengesetzgebung in Preussen und in der Schweiz durch Pius IX. führte 1873 zum Abbruch der schon seit langem gespannten Beziehungen. Mit der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen 1920 (erneut ohne eine schweizerische Vertretung beim Heiligen Stuhl) wurde Bern Sitz der Nuntiatur.

Im zweiten Teil stellt der Autor den institutionellen Rahmen der Nuntiatur vor: Residenzort, Zirkumskription, Fakultäten, Finanzen, Mitarbeiter und Zeremoniell. Der dritte Teil befasst sich mit den päpstlichen Gesandten selbst: ihrer geographischen und gesellschaftlichen Herkunft, ihrer Ausbildung und ihrer Karriere. Die fünfzehn zwischen 1586 und 1654 in Luzern wirkenden Nuntien waren alle adeliger Herkunft, sie stammten aus Italien und waren zugleich Diözesanbischöfe. Sechs von ihnen erhielten später die Kardinalswürde. Allerdings war Luzern bloss eine Nuntiatur «zweiter Klasse» und meistens nur Zwischenstation in der Karriere eines päpstlichen Diplomaten. Zur Kardinalswürde führten die «grossen» Nuntiaturen in Madrid, Paris und Wien. Von den 23 Nuntien, die zwischen 1654 und 1798 die Nuntiatura Svizzera betreuten, erhielten in der Regel die meisten den Kardinalshut, es sei denn, sie sind frühzeitig gestorben. Sie waren ebenfalls adeliger Herkunft und hatten den Rang eines Titularerzbischofs. Einer von ihnen, Michelangelo Conti (1695–1697), bestieg als Innozenz XIII. den Stuhl Petri. Die meisten Nuntien des 17. und 18. Jahrhunderts liessen sich erst mit der Übernahme ihres diplomatischen Amtes zum Priester weihen. Sie kannten sich im kirchlichen und zivilen Recht gut aus, hingegen besassen sie kaum eine theologische Ausbildung. Die Nuntien zwischen 1803 und 1848 waren nicht mehr ausschliesslich adeliger Herkunft. Zwischen 1848 und 1873 liess sich der Heilige Stuhl bloss noch durch Geschäftsträger vertreten.

Das vierte Kapitel widmet der Autor drei Nuntiaturen aus der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Das Zeitalter der Gegenreformation ist vorbei, Auseinandersetzungen um die Gerichtsbarkeit mit Bischöfen und Kantonsregierungen, Steuerfragen und verschiedenste Kleinquerelen beherrschten die Szene. Besonderes Augenmerk richteten die Nuntien im Zeitalter der Aufklärung auf den Druck missliebiger Bücher, wie z.B. Balthasars «De Helvetiorum juribus circa sacra» oder auf Geheimgesellschaften, worunter

auch die «Helvetische Gesellschaft». Auch die Attacken auf die Gesellschaft Jesu beherrschten den Alltag. Im Anhang befasst sich der Autor ausführlich mit dem Luzerner Nuntiaturarchiv, dem Hausarchiv der Nuntien, das ab 1660 systematisch angelegt wurde. Nach einigen Irrfahrten befindet es sich seit 1928 im Vatikanischen Archiv und bedarf noch der endgültigen Erschliessung.

Es ist das grosse Verdienst der Dissertation von Urban Fink, die Luzerner Nuntiatur und die päpstlichen Gesandten von den Anfängen bis zum Abbruch der Beziehungen im Jahre 1873 ausführlich und umfassend vorzustellen. Einzelnen Ereignissen aus dem 18. oder frühen 19. Jahrhundert wird vielleicht im Rahmen einer Gesamtdarstellung zu viel Bedeutung beigemessen. Gerade die Beispiele aus dem 18. Jahrhundert zeigen also deutlich, dass die Nuntiatur ihre Bedeutung, die sie im Zeitalter der Gegenreformation, bzw. der katholischen Reform, besessen hatte, längst verloren hatte.

Bern PIERRE LOUIS SURCHAT

Andreas Holzem, **Weltversuchung und Heilsgewissheit. Kirchengeschichte im Katholizismus des 19. Jahrhunderts,** Altenberge, Oros Verlag, 1995 (Münsteraner Theologische Abhandlungen, MThA 35), 247 S.

Die vorliegende Arbeit versucht, die Stellung der Kirchengeschichte im Verlaufe des 19. Jahrhunderts zu definieren. Ausgangspunkt dazu war die intensive Diskussion der späten siebziger und frühen achtziger Jahre um deren wissenschaftstheoretischen Anspruch. Es ging dabei um die Frage, ob und in welcher Hinsicht Kirchengeschichte eine theologische Disziplin sei. Kirchengeschichte wurde entweder als Heilsgeschichte (Hubert Jedin, Erwin Iserloh), als Profangeschichte (Victor Conzemius) bzw. als Theologie des geschichtlichen Selbstvollzugs der Kirche (Klaus Schatz) verstanden.

Andreas Holzem versucht diese Frage anhand zweier bedeutender Persönlichkeiten der katholischen Geistesgeschichte des 19. Jahrhunderts zu erläutern: Friedrich Leopold Graf zu Stolberg (1750–1819) und Johann Adam Möhler (1796–1838). Stolberg wandte sich gegen das aufklärerische Denken seiner Zeit. Die Aufklärung hatte den Katholizismus als gedankliches Gebäude arg erschüttert, in die Defensive gedrängt und in eine ideengeschichtliche Abhängigkeit von der Entwicklung des profanen und protestantischen Schrifttums gebracht. Stolberg arbeitete in seiner Kirchengeschichte mit einem theozentrischen und offenbarungsgeschichtlichen Ansatz. Der Heilsplan findet sein Ziel im Kommen Jesu Christi. Auf ihn hin und dann unter seinem Zeichen bewegt sich die Geschichte.

Auch bei Möhler wird Kirchengeschichte durchgehend als Heilsgeschichte verstanden. In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts bildete sie, unter Berufung auf Stolberg und Möhler, einen standardisierten Kanon des geschichtlichen Selbstverständnisses heraus. Die Verfestigung des katholi-

schen Milieus ging mit einer theologischen Uniformierung einher, die als «Sieg des Ultramontanismus» bezeichnet werden kann. Möhler bewirkte einen Wandel der innerkirchlichen Stimmungslage. Dem bisher weitgehend an Wessembergs Kirchenverständnis und Frömmigkeitsideal orientierten Klerus blies der Wind nun schärfer ins Gesicht. Die Schüler Möhlers (Karl Joseph Hefele, Johannes Kuhn etc.) waren an dieser Richtungsänderung beteiligt. Die Begriffe «Möhler» und «Ultramontanismus» waren bald Synonyme geworden. Die Kirchengeschichte hatte in diesem Sinne apologetische Aufgaben zu erfüllen.

Im Verlaufe des 19. Jahrhunderts versuchte Johannes Janssen eine Restauration der Geschichtswissenschaft. Er wurde zu einem scharfen Kritiker des Bismarckschen Nationalstaates und der «Geschichtsmacherei» der preussisch-kleindeutschen Historikerschule. In seinem Geiste wandte sich auch Ludwig von Pastor der Geschichtsschreibung zu. Schon früh fasste er, beeinflusst von Janssen, den Entschluss, die «Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters» zu schreiben. Während fünfzig Jahren blieb er mit Zähigkeit seinem früh gefassten Entscheide treu. Er profitierte dabei in sehr starkem Masse von der Öffnung des Vatikanischen Archivs 1881 durch Papst Leo XIII.

Die äusserst anregende Studie vermittelt wertvolle Einsichten in das von starken Spannungen erfüllte Feld der Kirchengeschichte des 19. Jahrhunderts.

Meggen/Luzern ALOIS STEINER

Luciano Trincia, **Emigrazione e diaspora. Chiesa e lavoratori italiani in Svizzera e Germania fino alla prima guerra mondiale,** Roma, Edizioni Studium, 1997, pp. XXV–349.

Luciano Trincia nel bel libro pubblicato negli scorsi mesi dalle edizioni Studium di Roma pone al centro della sua analisi le iniziative di tutela a favore dei lavoratori italiani, avviate da parte cattolica in Germania e in Svizzera negli anni che precedono la prima guerra mondiale. Nei capitoli iniziali del libro egli ricostruisce in maniera ampia le vicende politico-economiche della formazione e dello sviluppo dei due Stati nazionali meta dell'emigrazione italiana. Si tratta di una sintesi che ci offre un quadro complessivo delle caratteristiche dei flussi migratori italiani verso la Svizzera, dei meccanismi di integrazione, dell'apporto dato dai lavoratori immigrati alla costruzione della Svizzera industriale, alle ripercussioni avute dalla società d'accoglienza.

Il lavoro di Trincia si sofferma quindi sugli anni di fine Ottocento inizio Novecento, cioè sul primo dei tre periodi in cui è possibile suddividere le vicende dell'emigrazione italiana nella Confederazione. Questa prima fase, che grosso modo va dal 1870 sino al 1914 (mentre gli altri due periodi

riguardano gli anni 1914–1945 e 1945–1980), coincise con gli anni delle grandi costruzioni ferroviarie e con il definitivo decollo industriale della Svizzera. Il notevole afflusso di forza-lavoro italiana fu disciplinato in base a una Convenzione, sottoscritta dalla Confederazione e il Regno d'Italia il 22 luglio 1878, che prevedeva il libero movimento dei lavoratori attraverso la frontiera e assicurava agli italiani il medesimo trattamento accordato ai cittadini svizzeri. Tuttavia gli anni di fine secolo furono caratterizzati dal crescere di una diffidenza reciproca tra Italia e Svizzera, e nella Confederazione dal diffondersi di sentimenti xenofobi. Nel 1915 (dunque a guerra mondiale già iniziata) la pubblicazione dei dati del censimento federale del 1910 (secondo il quale gli stranieri costituivano il 15% della popolazione residente e gli italiani da soli ne rappresentavano più di 1/3) accrebbe il timore di una *Überfremdung,* cioè della sovrappopolazione straniera, e portò al delinearsi sempre più marcato di fenomeni di rigetto nei confronti degli stranieri.

L'esame del ruolo svolto dalla Chiesa tra gli emigranti italiani non poteva non prendere in considerazione gli aspetti economici, politico-nazionali e istituzionali delle politiche migratorie, ma ha poi finito per concentrarsi sulle iniziative locali e su quelle coordinate a livello nazionale fra le istituzioni cattoliche dei tre Paesi a favore dei lavoratori immigrati. Questi ultimi si trovavano inseriti in ambienti religiosi assai diversi da quelli lasciati al momento della partenza e spesso in gran parte a loro ostili. L'adesione alla religione cattolica, profondamente legata alla lingua e alla loro cultura, esprimeva in genere la capacità di resistere alle pressioni assimilatorie della società di accoglienza. Gli emigranti italiani vivevano difatti in una condizione di minoranza confessionale che si aggiungeva alla minoranza linguistica ed etnica, in una società dove spesso i termini di «cattolico» e di «straniero» erano considerati complementari. D'altro canto, le Chiese cattoliche di Svizzera e di Germania erano «Chiesa della diaspora» (o di minoranza): per esse la sfida rappresentata dall'immigrazione costituì una sollecitazione ad uscire dai propri schemi, se non altro per rispondere alla concorrenza dell'associazionismo protestante e agli attacchi del movimento operaio. Ma, almeno all'inizio, per le Chiese locali anche le prime iniziative prese dal clero italiano per assistere gli emigranti, non di rado venate da una visione troppo difensiva e integrista, suscitarono interrogativi e inquietudini

Trincia mette poi a fuoco in particolare la parte recitata dalla componente cattolico-sociale che nei tre Paesi fu senza dubbio la principale protagonista degli interventi assistenziali (che segnarono comunque un notevole ritardo della Chiesa italiana rispetto a quelli di altre comunità cattoliche). La personalità di maggior spicco fu, sul versante italiano, mons. Geremia Bonomelli, vescovo di Cremona e fondatore nel 1900 dell'Opera di Assistenza agli operai italiani in Europa. Da parte tedesca troviamo invece la figura di mons. Lorenz Werthmann, semplice segretario vescovile di Friburgo, ma uomo di notevoli risorse e grandi capacità organizzative. Werthmann fu tra i primi ad affrontare i problemi posti dalla presenza italiana e nel 1896 avviò le prime concrete misure, prese a tutela e a sostegno degli emigranti italiani in Germania. Per quanto riguarda il nostro Paese, anche se non incontriamo perso-

nalità paragonabili a Werthmann e a Bonomelli, il quadro tracciato da Trincia ci ricorda che ad esempio notevole fu sostegno dato all'Opera fondata dal vescovo di Cremona da tutto l'episcopato svizzero e in particolare da mons. Fedele Battaglia, vescovo di Coira.

Accanto ai due protagonisti incontriamo molte altre figure, soprattutto del mondo cattolico d'Italia, ma anche di quello germanico: il cardinal Rampolla, segretario di Stato di Leone XIII; i cardinali Ferrari e Richelmy, arcivescovi rispettivamente di Milano e di Torino; mons. Scalabrini, vescovo di Piacenza, che già nel 1887 aveva fondato la Società di S. Raffaele, impegnata nell'assistenza agli emigrati italiani oltre oceano; il prof. Ernesto Schiaparelli e il vercellese don Pietro Pisani; padre Reginaldo Fei, un domenicano attivo a Friburgo in Svizzera; don Giuseppe Luraghi, parroco di Sovere di Porlezza, fondatore nell'agosto 1896 della Lega operaia cattolica italiana; mons. Nörber, vescovo di Friburgo in Brisgovia; mons. Georg von Kopp, presidente dal 1899 al 1914 della Conferenza episcopale di Fulda, e molti altri ancora. Tutte queste personalità furono però in molti casi divise tra loro nei giudizi dinanzi al sorgere delle prime iniziative assistenziali: Werthmann incontrò resistenze all'interno della stessa diocesi di Friburgo; il cardinal Rampolla guardò subito con sospetto all'Opera di mons. Bonomelli, la quale suscitò anche l'ostilità del cardinal Ferrari. In realtà sia in Italia sia in Germania il mondo cattolico si divise, anche su questo terreno, tra un'ala intransigente, impegnata soprattutto a erigere sbarramenti difensivi e a impedire per esempio un avvicinamento ai liberali oppure una collaborazione tra cattolici e protestanti, e un'ala più moderata che cercava di rompere l'isolamento dei cattolici e di allargarne l'area di azione.

Bellinzona FABRIZIO PANZERA

Walter Gut, **Der Staat und die Errichtung von Bistümern. Neue Erwägungen zu Art. 50 Abs. 4 der Schweizerischen Bundesverfassung «Bistumsartikel»,** Freiburg/Schweiz, Universitätsverlag, 1997 (Freiburger Veröffentlichungen aus dem Gebiete von Kirche und Staat, Bd. 52), 47 S.

Ich habe diesen schmalen Band gelesen unmittelbar nach der Diskussion über den Bistumsartikel im Stände- und im Nationalrat. Das juristische Gutachten des bekannten Autors zeigt deutlich auf, dass es sich um konfessionelles Ausnahmerecht handelt, das nur für die Katholiken gilt. Der Artikel kam nach der Mermillod-Affäre in Genf 1874 in die revidierte Bundesverfassung hinein, ist also ein Kind der Kulturkampfzeit. Anwendung fand er nur einmal, bei der gewünschten «Genehmigung» des christkatholischen Nationalbistums 1876, was der Gründung und Abspaltung von der römischen Kirche Gewicht verlieh. Alle bisher vorgenommenen Veränderungen an den römisch-katholischen Bistumsverhältnissen der Schweiz wurden durch Konkordate des Bundes mit dem Heiligen Stuhl geregelt. Inzwischen

sind aber mehrere Bistümer christlicher Kirchen mit Episkopalverfassung in der Schweiz errichtet worden (aufgezählt S. 30–33), sogar mit auswärtiger Episkopaljurisdiktion, ohne dass je dieser Artikel der Bundesverfassung Anwendung fand. Alle Vorstösse im Bundesparlament zur Tilgung blieben bis jetzt erfolglos. Die aktuelle Diskussion für die Beibehaltung des Artikels scheint nicht auf der Sachebene zu verlaufen, sondern ist weiterhin emotional bedingt (Angst vor einem Bistum Genf und Zürich?). Die überstürzte Errichtung des Erzbistums Vaduz gibt allerdings den Befürwortern des Artikels neue Nahrung. Der Verfasser weist auch nach, dass der Artikel den Grundrechten, zumal auch der Europäischen Menschenrechtskonvention, klar widerspricht und darum bei der Revision der Bundesverfassung ersatzlos zu tilgen ist.

Mariastein LUKAS SCHENKER OSB

Franz Xaver Bischof, **Theologie und Geschichte. Ignaz von Döllinger (1799–1890) in der zweiten Hälfte seines Lebens.** Ein Beitrag zu seiner Biographie. Bd. 9 der Münchener Kirchenhistorischen Studien /Hgg.von Georg Schwager und Manfred Weitlauff, Stuttgart/Berlin/Köln, Kohlhammer, 1997, ill., 508 S.

Die bedeutendste Gestalt der Opposition gegen die Dogmatisierung der päpstlichen Unfehlbarkeit zur Zeit des Ersten Vatikanischen Konzils 1869/70 war Ignaz von Döllinger. In den fünfziger und sechziger Jahren als Bannerträger des ultramontanen Katholizismus in Deutschland gefeiert, sah er sein Ideal in der Versöhnung zwischen katholischer Kirchlichkeit und moderner Kultur.

Seit den sechziger Jahren veränderte sich langsam, fast unmerklich seine Haltung. Die Kirchenstaatsfrage nahm ihn gefangen, seine kritische Haltung erregte Aufsehen. 1863 fand die Münchner Gelehrtenversammlung statt, auf welcher Döllinger über «Vergangenheit und Gegenwart der katholischen Theologie» sprach und dadurch den Argwohn des dortigen Nuntius erweckte. Das Breve Tuas libenter Pius' IX. vom 21. Dezember 1863 war die misstrauische Reaktion Roms auf das Geschehen in München. Döllinger war aufs schwerste getroffen. Rom doppelte mit dem Syllabus nach, dessen pauschale Verdammungssentenzen wegen ihrer Undifferenziertheit eine Fülle von Missverständnissen hervorriefen und als kompromisslose Absage an den modernen Verfassungsstaat und bürgerliche Gesellschaft, Kultur und Wissenschaft gewertet wurde.

Als in der konziliaren Vorbereitungsphase bei der Ernennung nichtrömischer Kommissionsmitglieder nur Anhänger der römisch-neuscholastischen Richtung nominiert wurden, fehlten deutsche Universitätsprofessoren weitgehend. Döllingers Nichtberücksichtigung war wohl das Werk des deutschen Kurienkardinals Reisach. Der Februar-Artikel der Civiltà Cattolica

von 1869 drückte die Erwartung der Dogmatisierung der päpstlichen Unfehlbarkeit aus, was grösstes Aufsehen erregte. Döllinger, der die Frage der Unfehlbarkeit der Kirche in ihrer Totalität bejahte, bekämpfte sofort eine von der Kirche isolierte päpstliche Gewalt. Er verfasste die Streitschrift «Der Papst und das Concil» unter dem Pseudonym Janus, die prompt indiziert wurde.

Während des Konzils erschienen in der Augsburger Allgemeinen Zeitung insgesamt 69 «Römische Briefe vom Concil» unter dem Pseudonym Quirinus. Victor Conzemius hat nachgewiesen, dass die Korrespondenz Döllingers mit seinem Schüler Lord Acton deren Grundlage und Hauptquelle bildete. Acton weilte seit Mitte November 1869 als privater Konzilsberichterstatter des englischen Premiers Gladstone in Rom. Die Konzilsleitung hat mit der absoluten Geheimhaltungspflicht der Presse jede Möglichkeit einer offiziellen Berichterstattung verhindert, und dadurch den ausserordentlichen verlegerischen Erfolg der Römischen Briefe mitzuverantworten.

Döllingers Vorstellungen von den Konzilsbeschlüssen waren im Sinne eines extremen Papalismus geprägt, der sich in den Konzilsdekreten nicht durchsetzen konnte. Er liess sich nicht überzeugen und verrannte sich in eine Abwehrhaltung. War es der Stolz des verletzten Gelehrten? Es kam zur folgerichtigen, wenn auch tragischen Exkommunikation. Am entstehenden Altkatholizismus nahm er keinen Anteil. Ihm ging es immer nur um Reform in der Kirche, nicht um Revolution der Kirche. Wenn es bis an sein Lebensende nicht zur Aussöhnung mit der Kirche kam, obschon sich eine Reihe von Bischöfen und sogar Leo XIII. um Versöhnung bemühten, so ist doch bezeugt, dass Döllinger betend in der Münchner Frauenkirche gesehen wurde.

Seine grosse Schaffenskraft erlitt durch die Exkommunikation, die er nie ganz verkraftete, einen Schlag, da dadurch gleichsam sein inneres Feuer erlosch.

Franz Xaver Bischof hat mit dieser Habilitationsschrift eine Neubeurteilung dieser bedeutenden Persönlichkeit des deutschen Katholizismus eingeleitet.

Meggen/Luzern ALOIS STEINER

Hans Jürgen Brandt / Karl Hengst, **Das Bistum Paderborn im Industriezeitalter 1821–1930** (Geschichte des Erzbistums Paderborn Bd. 3), Paderborn, Bonifatius Verlag, 1997, 613 S.

Anzuzeigen ist der dritte Band der auf vier Bände konzipierten Diözesangeschichte des Erzbistums Paderborn. Er behandelt die Epoche der Industrialisierung, des Kulturkampfes bis zum neuen religiösen Aufbruch nach dem Ersten Weltkrieg. Zum heutigen Bistum gehörte das Bistum Magde-

burg, das erst vor drei Jahren ein selbständiges Bistum wurde und das sehr starken Diasporacharakter aufweist. – Die beiden bekannten diözesanen Kirchengeschichtler Brandt und Hengst, die bereits auf zahlreiche Vorstudien zurückgreifen können, gliederten den reichen Stoff in drei Abschnitte: a) Welche Strukturen konstituierten das Bistum? (Grenzen, Verschiebungen, Verhältnis Kirche und Staat, politische Optionen), b) Wie wurde das Bistum geleitet? (Bischöfe, Generalvikare, Weihbischöfe, Domkapitel, Ausbildungsstätten, Synoden, Katholikentage, die Priester, Ordensleute und Laienmitarbeitenden), c) Das religiös-kirchliche Leben (Caritas, Verkündigung, Liturgie). Besonders entfaltet werden das breitgefächerte Vereinsleben, die europäische und weltkirchliche Zusammenarbeit und eine lebendige Volksfrömmigkeit. Ein gutes Werk mit weiträumigen Perspektiven! Ähnlichkeiten mit Vorgängen im Bistum Basel sind in bezug auf die Katechese (Deharbescher Katechismus) und in bezug auf die Absetzung eines Bischofs zur Zeit des Kulturkampfes wahrzunehmen.

Paderborn STEPHAN LEIMGRUBER

Volker Reinhardt, **Die grossen Familien Italiens,** Stuttgart, Alfred Kröner Verlag, 1992 (Kröners Taschenausgabe Bd. 485), 626 S.

Italienreisende stossen immer wieder auf Namen bedeutender Geschlechter, die massgebend das Schicksal einzelner Städte und Teilstaaten geprägt haben. Erschöpfende Auskünfte vermitteln die Reisehandbücher jedoch kaum. Umso dankbarer greift man jetzt zur vorliegenden Sammlung grosser Familien Italiens, die Volker Reinhardt, Ordinarius an der Universität Freiburg/Schweiz, unter Mitwirkung zahlreicher Fachgelehrter herausgegeben hat. Sie bietet solide historische Information über die wichtigsten einflussreichen Geschlechter des Landes, die bestimmend auf dessen kulturelle, politische und kirchliche Entwicklung eingewirkt haben. Gegen achtzig für Italien bedeutende Familien werden in gut verständlicher Weise dem Leser nähergebracht. Zugleich sind jeweils die entsprechenden Familienwappen beigefügt. Ein ausführliches Glossar sowie ein Personen- und Ortsverzeichnis ergänzen das handliche Werk.

Meggen ALOIS STEINER

Rottenburger Jahrbuch für Kirchengeschichte. Organ des Geschichtsvereins der Diözese Rottenburg-Stuttgart, Sigmaringen, Jan Thorbecke, 16/1997, 383 S.

Das Rottenburger Jahrbuch für Kirchengeschichte 1997 liegt in 16. Folge vor. Der Aufsatzteil ist vorwiegend dem Unterricht und der Predigt im vorrevolutionären Zeitalter gewidmet. Werner Williams-Krapp beschäftigt sich mit der literarischen Laienunterweisung im 15. und 16. Jahrhundert. Gerhard J. Bellinger untersucht den Catechismus Romanus des Trienter Konzils. Er wurde das Handbuch der Pfarrgeistlichkeit für Predigt und Katechese. Fidel Rädle beschreibt die wichtige Funktion des Barocktheaters für Predigt und religiöse Unterweisung in beiden Konfessionen. Dieter Breuer geht auf den Stil der Barockpredigt ein, während Hans-Bruno Ernst sich mit geistlichen Kinderliedern des 16. Jahrhunderts befasst.

Marc Forster untersucht die Auswirkungen der Katholischen Reform auf die dörfliche Reform um das Kloster Salem in den Jahren 1650–1750. Seit den 1560er Jahren war die Zisterzienserabtei Salem auf die tridentinische Reform verpflichtet. Die Dekrete dieses Konzils hatten eine Stärkung der bischöflichen Autorität zur Folge, während die Privilegien und die Unabhängigkeit der Klöster beeinträchtigt wurden, da sie letztlich eine Verminderung ihrer Einkünfte und Mehrkosten für die Reform zur Folge hatten. Norbert Wolff widmet sich der Theologiegeschichte des frühen 19. Jahrhunderts. Markus Fiederer untersucht die Fürstbischöflich-Speyerische Stiftung an der Universität Tübingen, während Anton Bauer sich mit der Persönlichkeit des Pfarrers Franz Weber (1901–1974) beschäftigt, der die Geschichte des Katechismus in der Diözese Rottenburg bearbeitet hatte. Zwei weitere Arbeiten von Peter Thaddäus Lang und Gerd Schwerhoff sind Problemen der neuzeitlichen Kirchenvisitationen und der Kirchenzucht gewidmet.

Äusserst aufschlussreich und wertvoll ist der Besprechungsteil. Auf über 150 Seiten werden die wichtigsten historischen und kirchengeschichtlichen Neuerscheinungen des deutschsprachigen Raumes ausführlich besprochen. Diese geschätzte Zeitschrift wirkt auch anregend auf die schweizerische Nachbarschaft.

Meggen/Luzern ALOIS STEINER

Louis Carlen, **Maria im Recht,** Freiburg/Schweiz, Universitätsverlag, 1997 (Freiburger Veröffentlichungen aus dem Gebiete von Kirche und Staat, Bd. 50), 258 S., zahlr. Abb.

Louis Carlen hat sich mit seinem neuesten Buch «Maria im Recht» an ein ebenso interessantes wie kulturgeschichtlich bedeutsames Thema herangewagt. Kardinal Alfons M. Stickler schreibt in seinem Vorwort, der Autor

habe sich «ein ganz besonderes Thema religiöser Prägung ausgewählt für eine weitere Darlegung, die wir von vornherein vielleicht sogar für unmöglich gehalten hätten, handelt es sich doch um nichts weniger als das Verhältnis einer zentralen Figur des katholischen Christentums, nämlich Marias, der Mutter des Mensch gewordenen Gottes, zum positiven Recht».

In 13 Kapiteln, auf über 240 Seiten, umspielt Louis Carlen dieses Leitmotiv abendländisch-christlicher Kultur, das ungeahnte Kontrapunkte aufweist. Carlen beginnt mit Maria als «Königin», symbolisiert durch eine Krone. Die Krone war von frühchristlicher Zeit an Zeichen der Auserwähltheit. Die Krönung Mariens wird vor allem seit dem 12. Jahrhundert ein beliebtes ikonographisches Motiv. Dabei spielen stets staats- und kirchenpolitische Aspekte hinein, Päpste und Könige machen das Bild der Krönung Mariens ihrem Machtdenken dienstbar. Es bürgerte sich auch der Brauch ein, Marienbilder zu krönen. So hat noch Papst Johannes Paul II. 1983 das Gnadenbild von Tschenstochau (wieder) gekrönt. In Anrufungen und Litaneien kommt der Herrschaftsbereich der Königin Maria zum Ausdruck: «Königin des Himmels, der Engel, des Friedens, des Rosenkranzes, der Apostel, der Patriarchen, der Propheten, der Märtyrer, der Bekenner, der Jungfrauen, aller Heiligen». Maria wird als Patronin verehrt. Das Wort stammt aus der römischen Rechtssprache. Im christlichen Bereich wird der Patron, die Patronin zum Schutzheiligen, zur Schutzheiligen. Ambrosius von Mailand (gest. 397) verwendet erstmals diese Bezeichnung. Maria wurde immer wieder als Schutzherrin angerufen. In rechtlicher Hinsicht sind auch die Patrozinien von Kirchen interessant. Damit sind Fragen der Rechtsträgerschaft und des Eigentums verbunden. Seit dem 4. Jahrhundert erhielten unzählige Kirchen, Kapellen und Klöster ein Marienpatrozinium. Die erste Marienkirche ist in Ephesos nachweisbar. Konstantinopel allein besass 32 Kirchenklöster und Kapellen mit Marienpatrozinium und in Rom entstand 432–440 mit S. Maria Maggiore eine erste Marienkirche. Carlen weist auch darauf hin, dass allein in der Diözese Sitten vom 11. bis ins endende 15. Jahrhundert 12 Kirchen, darunter die beiden Hauptkirchen in der Bischofsstadt, die Kathedrale und die Kirche auf Valeria, 25 Kapellen, 1 Kloster, 32 Altäre, 4 Spitäler und 4 Bruderschaften Maria geweiht wurden. Marienbruderschaften entstanden vom 13. bis ins 16. Jahrhundert in zahlreichen Städten. Diese Bruderschaften waren rechtlich Genossenschaften, später Vereine (so im neuesten Kirchenrecht von 1983). Aber auch in ländlichen Gegenden finden sich Marienbruderschaften. So zählt man in der Innerschweiz vom 14. bis ins 17. Jahrhundert 22 Bruderschaften Unserer Lieben Frau, seit 1600 146 Rosenkranz-Bruderschaften. Verschiedene Berufsorganisationen wählten Maria zu ihrer Patronin, besonders Zunft- und Handwerkervereinigungen. Aber auch Länder, Städte und Gemeinden erkoren Maria zu ihrer Patronin und proklamierten das in einem öffentlichen Rechts- und Staatsakt. So etwa weihte am 25. März 1940 der Fürst von Liechtenstein Franz Josef II. das ganze Land Liechtenstein in einem feierlichen Akt der Gottesmutter. Maria wurde aber auch Patronin von Universitäten, so in Prag (1348), Wien (1365) und Basel (1460). Diese Universitäten tragen das Bild Mariens in ihrem Siegel. Maria

erscheint auf Zeichen staatlicher Repräsentation und Hoheit, auf Siegeln, Wappen, auf Münzen und Briefmarken. Über 170 Postverwaltungen haben Briefmarken herausgegeben, die im Bild Zusammenhänge mit Maria haben.

Maria tritt im Laufe der Geschichte auch als «Schlachtenhelferin» auf. So schreibt etwa Johannes Knebel, Kaplan am Basler Münster, den Sieg der Eidgenossen bei Murten im Jahre 1476 über Herzog Karl von Burgund der Mithilfe Mariens zu. Bekannt ist die Hilfe der Gottesmutter beim Sieg der Heiligen Liga über die Türken am 7. Oktober 1571, weshalb Papst Pius V. im März 1572 zum «Gedächtnis Unserer Lieben Frau vom Siege» für die Kirche ein jährliches Dankfest anordnete, das Fest «Unserer Lieben Frau vom Rosenkranz». Das Motiv der Madonna, die unter ihrem Mantel Schutzsuchende birgt, knüpft an Rechtsbräuche und rechtssymbolische Handlungen an: Mantelflucht, Mantelkindschaft, Adoption, Mantelhüllung bei Herrscherkrönungen. Maria ist Advocata, sie ist Fürsprecherin für die Armen Seelen, sie ist Helferin in Rechtshändeln, wie vor allem Mirakelbücher an Marienwallfahrtsorten (Einsiedeln) zeigen. Ein bedeutendes Marienfest ist Maria Verkündigung, dem der Autor ein weiteres Kapitel widmet und darin die Verkündigungsszene sogar im Koran nachweist und so die Stellung Mariens im Islam zeigt. Die Verkündigung an Maria wird in Beschlüssen verschiedener Synoden und Konzilien seit dem 4. Jahrhundert und auch in römischen Erlassen, denen allen auch Rechtscharakter zukommt, ausgedrückt. Die Verkündigung, die Botschaft des Engels an Maria, wird als Rechtsakt betrachtet und auf bildlichen Darstellungen erscheint der Engel mit Stab. Der Botenstab des Engels erscheint in der französischen, deutschen und niederländischen Malerei, so etwa bei den Verkündigungsszenen von Jean Colombe, Hans Memling, Stefan Lochner, Matthias Grünewald, Albrecht Dürer, Rogier van der Weyden und anderen. Damit zeigt sich auch der interdisziplinäre Aspekt dieses wissenschaftlichen Werkes, das Rechts- und Kirchengeschichte mit kirchlichem und staatlichem Recht verbindet und dabei auch theologische, kunstgeschichtliche und volkskundliche Zusammenhänge sichtbar macht. Aufschlussreich ist auch das Kapitel über die Marienfeste, worin die Entwicklung der Marienfeste im Laufe der Jahrhunderte dargestellt wird. Interessant ist der Hinweis, dass Marienfeste auch besondere Rechtstermine waren, so war Maria Lichtmess ein Zins- und Zahlungstermin und Mariä Himmelfahrt ein Abgabetermin (Sachsenspiegel). Weitere Kapitel behandeln Mariendogmen, die Verlobung und Vermählung Mariens, Marienerscheinungen, Frevel gegen Maria, Marienkirchen als Rechtsorte, marianische Wallfahrten und ihr rechtsbräuchlicher Bezug – Louis Carlens «Wallfahrt und Recht im Abendland» (1987) ist inzwischen bereits ein Standardwerk geworden.

Dieses Marienbuch zeigt auf eindrückliche Weise, dass «Maria im Leben und Denken von Staat und Recht eine bedeutende Stellung einnimmt». Louis Carlen hat mit «Maria im Recht» erneut ein hochinteressantes Werk geschrieben, das durch seine ungeheure Materialfülle und den flüssig geschriebenen Stil auffällt: «diese einmalige Darstellung marianischer

Rechtsgeschichte und marianischen Zivil- und Kirchenrechts» (Kardinal Stickler) ist ein weiteres opus magnum des international bekannten Rechtshistorikers und Kirchenrechtlers.

Sarnen/Basel ANGELO GAROVI

Franz Xaver Bischof / Cornel Dora, **Ortskirche unterwegs. Das Bistum St. Gallen 1847–1997** (Festschrift zum 150sten Jahr seines Bestehens), St. Gallen, Verlag am Klosterhof, 1997, 336 S.

In der Schweizer Kirchengeschichte sind in jüngster Zeit einige weiße Flecken zugedeckt worden: Nach einer dreibändigen Kirchengeschichte von Rudolf Pfister aus reformierter Sicht und nach der ökumenischen Kirchengeschichte, verfaßt von einem interkonfessionellen Autorenteam, legt nun St. Gallen als erstes Schweizer Bistum Rechenschaft über seine Geschichte bis heute ab. Dabei ist es zwei jungen Kirchenhistorikern in einer Auftragsarbeit gelungen, die großen Züge des kirchlich-religiösen Lebens in schweizergeschichtlichen und weltkirchlichen Kontexten darzustellen. Franz Xaver Bischof, Privatdozent für Kirchengeschichte in München, befaßte sich mit dem Werdegang der Kirche von St. Gallen: von der Klostergründung im Frühmittelalter über den langen Weg der Benediktinerabtei bis zu ihrer Aufhebung; von der Zugehörigkeit St. Gallens zum Bistum Konstanz und zum Doppelbistum Chur – St. Gallen bis hin zur Bistumsgründung 1847.

Cornel Dora, peritus des Episkopates von Augustin Egger, zeichnete die Geschichte der Kirche von St. Gallen in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts mit den Schwerpunkten des Ringens um die Vorherrschaft von Kirche und Staat, des Vatikanum I und der ortsspezifischen Ausprägung der Sozialen Frage im Bistum. Der prächtig bebilderte Band zeigt nicht nur Einzelportraits herausragender Persönlichkeiten und maßgebender Gruppen, sondern gibt ebenso Einblicke in die Vereinsarbeit, das gottesdienstliche und karitative Leben sowie in die katechetische und biblische Arbeit.

In gut 80 Seiten werden die goldenen Jahre des Milieukatholizismus bis in die Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg von Cornel Dora dargestellt. Interessant, wenn auch knapp, sind die Ausführungen zum vierten gesamtschweizerischen Katholikentag (1913) in St. Gallen, die Erwähnung der von Deutschland herkommenden Liturgie- und Bibelbewegung, die Merkmale der Einstellungen gegenüber den Juden und den Wandel im ethisch-moralischen Bereich.

Franz Xaver Bischof widmet sich dem weltkirchlichen Aufbruch im Zweiten Vatikanischen Konzil und seinem Niederschlag auf Diözesanebene in der Synode 72. Er würdigt die beharrliche und weitblickende Erneuerungsarbeit an der Basis wie an der Spitze, vor allem von Bischof Otmar Mäder. Kennzeichen des Bistums St. Gallen sind u.a. die relativ häufigen gesamtdiözesanen Veranstaltungen und Treffen, etwa der Jugend, die zu

einem Kirchenbewußtsein und einer eigenen ortskirchlichen Identität beitragen, ferner die guten Beziehungen zu anderen Teilkirchen und deren Vertreter. Mit dem Sitz des Rates der Europäischen Bischofskonferenz in St. Gallen kommt die Internationalität der Kirche zum Ausdruck. Die Diözesangeschichte von St. Gallen endet mit einem hoffnungsvollen, aber auch nachdenklich stimmenden Ausblick in die Zukunft.

Es schließt sich eine 40seitige, ebenfalls reich und qualitativ hochwertig bebilderte Geschichte des Kirchenbaus und der Architektur von Fabrizio Brentini an, die sich wie eine exemplarische Geschichte der Kunst im späteren 19. und 20. Jahrhundert liest. Die Einflüsse von der profanen Kunst werden ebenso einbezogen wie die Veränderungen im Selbstverständnis der Kirche und ihrer Liturgie. Berühmte Namen wie Ferdinand Gehr (die Abbildung auf der Vorderseite des Bandes stammt auch von ihm), Justus Dahinden, Walter Förderer und Johannes Hugentobler fehlen nicht.

Ein umfassender, solide gearbeiteter Dokumentationsteil bereichert den Band und kann für weitere Studien eine Hilfe sein: Anmerkungen, Bibliographie, Daten der Bischöfe, auch der auswärtigen, des Domkapitels und der wichtigsten Mitarbeitenden des Bischofs, drei verschiedene Dekanatseinteilungen (1848, 1972 und 1992) mit ihren Dekanen, die Zahl der Priesterweihen, Ordensleute und schließlich Bevölkerungsentwicklungen nach Konfessionen (inklusive Mischehen) und Religionen, Orts- und Personenregister. Mittlerweile ist der wertvolle und preiswerte Band bereits in zweiter Auflage erschienen. Der bleibende Eindruck nach der Lektüre des Bandes ist der einer sehr lebendigen Ortskirche, welche viel zum Glauben und zur religiös-kulturellen Prägung der Schweiz und Europas beigetragen hat.

Paderborn STEPHAN LEIMGRUBER

Die Stadtkirche St. Laurentius in Winterthur. Ergebnisse der archäologischen und historischen Forschungen. *Verfasst von Carola Jäggi u.a. Redaktion und Gestaltung: Claire Hauser,* Zürich/Egg, Zürcher Denkmalpflege, Archäologische Monographien 14, 1993, 318 S. + 6 Planbeilagen.

Noch vor drei Jahrzehnten stand der kirchengeschichtlichen Forschung für das Gebiet der mittelalterlichen Stadt Winterthur als ältestes, freilich nur schriftliches Zeugnis einzig die Urkunde aus dem Jahre 1180 zur Verfügung. Zwar waren bereits im 19. Jh. Stimmen laut geworden, welche dem Gotteshaus in «Niderunwinterture» ein entschieden höheres Alter zudachten. Doch erst die in Verbindung mit der Restaurierung der Stadtkirche möglich gewordenen Grabungen 1980–1983 förderten es an den Tag: Das heute bestehende Kirchengebäude, grössernteils aus dem beginnenden 16. Jh., war bereits die siebente Kirche auf dem Platz. Einer Holzkirche aus dem 7./8. Jh. folgten ab ca. 900 Bauten in Stein. Die Auswertung des reichhaltigen Grabungsgutes jedoch musste ab 1989 eine andere als die eigentliche Grabungsequipe vor-

nehmen: Carola Jäggi, Hans Rudolf Meier, Renata Windler, Martin Illi, Elisabeth Langenegger, Reto Marti, Hortensia von Roten sowie verschiedene für Spezialfragen Konsultierte. Der einsatzfreudigen, ursprünglichen Grabungsequipe hatte übrigens der gewandte Zeichner Hans Pantli zur Verfügung gestanden. In der Auswertung der Bausubstanz und des übrigen Grabungsgutes wurde mit grösster Akribie zu Werke gegangen. Die Haupttexte sind durch 1086 Anmerkungen wissenschaftlich untermauert. Der Band in Grossformat wartet zudem mit einer Fülle von Anschauungsmaterial auf: Textabbildungen, 27 Tafeln, z.T. farbige Planskizzen, sechs Faltplanbeilagen, verschieder Kartenausschnitte. Karin Stenzel, Thomas Meier und Marco Szabò ist «die sorgfältige Wiedergabe der Funde, der Feldaufnahmen, bzw. der Konstruktionen» zu verdanken. Detaillierte Kataloge, eingehende Verzeichnisse und Statistiken vermitteln zusätzliche Informationen. Mit der zugleich sorgfältigen Ausstattung des Bandes ist aus der Publikation so etwas wie ein Kunstwerk geworden. Nach der Idee des Buches sollte die Baugeschichte der Stadtkirche «nicht isoliert verfolgt werden, sondern als Ausdruck und Reflex einer historischen Entwicklung». Dies ist Martin Illi mit seinem Beitrag «Die Geschichte der Stadtkirche anhand der hoch- und spätmittelalterlichen Geschichtsquellen» trefflich gelungen. Im Stadtarchiv Winterthur vor allem standen ihm dabei zahlreiche aussagekräftige Quellen zur Verfügung. Um nur einige wenige zu nennen: die zahlreichen Urkunden, das Anniversarienbuch und als ausserordentliche Information das 1526 zu Beginn der Reformation erstellte detaillierte Inventar der katholischen Kultgegenstände der Stadtkirche. Illi wertet den Quellenbestand mit Sorgfalt aus und zieht zugleich zahlreiche Forschungsergebnisse zu Rate. Er zeigt auch sozialgeschichtliche Zusammenhänge auf (z. B. die Handwerker und die religiösen Bruderschaften). Ferner kommt Illi auf die Stellung des Rates zum Klerus, des letzteren eigentümliche Organisation sowie auf die Verwaltung des Kirchenvermögens zu sprechen. Ein eindrückliches Kapitel handelt von den über zehn Kaplaneien und den Altarpfründen. Vom Innern und Äussern der Kirchenbauten in den verschiedenen Phasen entwirft der Verfasser ein eindrückliches Bild. Die von der frühern Forschung angenommene, allmähliche Entwicklung einer ursprünglich von der Grosspfarrei Oberwinterthur abhängigen Tochterkirche bis hin zur selbständigen Stadtpfarrkirche in Winterthur lehnt Illi ab. Er neigt mehr zur Annahme einer Eigenständigkeit der sich folgenden Gotteshäuser schon von der Frühzeit her. Wie der Verfasser dabei auch immer argumentieren mag, seine Beweisführung muss bei weitern Untersuchungen der etwas rätselhaften Urkunde von 1180 gewichtet werden. Zu S. 124 sei bemerkt, dass der Winterthurer Stadtrechtsbrief von 1264 nicht am St. Albanstag ausgestellt ist, sondern in römischer Datierungsweise am 22. Juni, also tags nach dem Albansfest, ohne dieses aber auch nur zu erwähnen. S. 144 werden Patroziniumstag und Kirchweihfest (Dedicatio ecclesiae, «Kilbi») irrtümlicherweise einander gleichgesetzt, obwohl der Konstanzer Weihbischof das Fest der Dedicatio auf den Sonntag vor dem Laurentiustag festsetzte. S.138 : Die Übersetzung für «beatissimae virginis Mariae» mit «glücklichster Jungfrau Maria» entspricht nicht der all-

gemein üblichen Version «der allerseligsten Jungfrau Maria». – Kaum zutreffend ist die S. 127 geäusserte Ansicht, die Stiftung der Prädikatur 1475 sei «dem aufkommenden Bedürfnis nach Wortgottesdienst» zuzuschreiben. Doch gilt von allen Teilen dieses hier raumeshalber nur kurz gewürdigten Werkes, dass die städtische Kirchenforschung dadurch markant bereichert worden ist.

Walenstadt ALFRED HÄBERLE

Walter Gut, **Kreuz und Kruzifix in öffentlichen Räumen. Eine Auseinandersetzung mit Gerichtsentscheiden über Kreuze und Kruzifixe in kommunalen Schulzimmern,** Zürich, NZN Buchverlag, 1997, 180 Seiten.

In zwei höchstrichterlichen Entscheiden wiesen das Schweizerische Bundesgericht Lausanne am 26. Sept. 1990 und das Deutsche Bundesverfassungsgericht am 16. Mai 1995 je eine Beschwerde ab, die für die Anbringung von Kruzifixen in den Schulzimmern votierten. Beide Urteile haben in ihren Ländern grosses Aufsehen erregt, denn beide Gerichte haben – jeweils mit knappem Mehr – entschieden, dass das Hängen eines Kruzifixes in den Schulzimmern einer staatlichen Volksschule die Glaubens- und Gewissensfreiheit und das Gebot der religiösweltanschaulichen Neutralität eines Staates verletze.

Walter Gut, der langjährige Erziehungsdirektor des Kantons Luzern, versucht, dieses Problem in einem erweiterten Sinne anzugehen und die «Sakrallandschaft» zu skizzieren, in der die Verbreitung von Kreuz und Kruzifix selbstverständlich ist. Es handelt sich hier um ein europäisches kulturelles Erbe. Sowohl die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft als auch das Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland rufen beide zu Beginn Gott an und zeigen deutlich auf, dass es letztlich christliche Quellen sind, denen sie ihre Wertgrundlage verdanken. In mehrheitlich katholischen Gemeinden der Schweiz werden denn auch neuerrichtete Schulhäuser, in Gegenwart von Geistlichen beider Konfessionen, in einer von den Gemeinde- und Schulbehörden organisierten ökumenischen Feier eingeweiht, und dabei bringen Schulkinder Kreuze in die einzelnen Schulräume als Zeichen der Verbundenheit der Schule mit der christlichen Religion.

Walter Gut stellt denn auch ausdrücklich fest: Wenn Schulen durch höchstrichterliche Entscheide als «kreuzfreie Oasen» erzwungen werden, wird die kulturelle Identität des Volkes an höchst empfindlicher Stelle getroffen.

Der Verfasser weist in diesem Zusammenhang auf die Kulturhoheit der Kantone in der Schweiz und der Bundesländer in Deutschland und Österreich hin. Diese ermöglicht den Schutz, die Erhaltung und Entfaltung der jeweiligen kulturellen Eigenarten von Ländern und Kantonen. Wenn nun der

Staat die Entfernung der Kreuzsymbole verlangt, darf er sich nicht wundern, dass viele Eltern einen solchen Eingriff als Geringschätzung, Beeinträchtigung und Verletzung der geschichtlich gewachsenen kulturellen Ausdrucksformen empfinden.

Die Publikation enthält die beiden umstrittenen richterlichen Entscheide. Zugleich werden die massgeblichen Normen der Schweizerischen Bundesverfassung vom 29. Mai 1874, die entsprechenden Artikel des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland vom 23. Mai 1949, Art. 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention vom 4. November 1950, die einschlägigen Artikel der Verfassung des Freistaates Bayern vom 2. Dezember 1946 und Art. 7 des Bayerischen Volksschulgesetzes vom 17. Nov. 1966 aufgeführt. Hinweise auf die einschlägige juristische, theologische und volkskundliche Literatur ergänzen dieses wertvolle und für entsprechende Diskussionen unentbehrliche Werk.

Meggen/Luzern ALOIS STEINER

Bernhard Wigger, **Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1903–1918. Politik zwischen Kulturkampf und Klassenkampf**, Freiburg/Schweiz, Universitätsverlag, 1997 (Reihe Religion-Politik-Gesellschaft in der Schweiz, herausgegeben von Urs Altermatt, Bd. 18), 404 S. ill.

In zügiger Weise schreitet die historische Erforschung der Schweizerischen Konservativen Volkspartei des 20. Jahrhunderts voran. So stehen seit einiger Zeit die Arbeiten von Markus Hodel über die Goldenen Zwanziger Jahre (1918–1929), von Lukas Rölli-Alkemper über die Periode von 1935–1943 sowie von Dieter Holenstein über die Christlichsozialen der Schweiz während des Ersten Weltkrieges zur Verfügung. Vor kurzem erschien nun eine Studie von Bernhard Wigger im Buchhandel. Sie trägt den Titel «Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1903–1918» und beschreibt die Übergangsphase zwischen dem ausklingenden Kulturkampf und dem anhebenden Klassenkampf. Damit ist ein weiterer wichtiger Baustein zur Erforschung des Schweizer Katholizismus aus der Freiburger Schule von Professor Altermatt eingefügt.

Wigger schildert die Gründungsphase vor und während des Ersten Weltkrieges. Nachdem die vereinsmässige Struktur der Schweizer Katholiken mit der Gründung des Schweizerischen Katholischen Volksvereins (SKVV) 1904 zustande gekommen war, galt es, den politischen Zusammenschluss zu einer Landespartei an die Hand zu nehmen. Grosse Schwierigkeiten türmten sich vor den Protagonisten eines solchen Schulterschlusses auf: Unterschiedliche Vorstellungen zwischen Stammlanden und Diasporagebieten; ein grundsätzlicher Entscheid zwischen konfessioneller oder interkonfessioneller Parteigründung; es galt zudem, die drängende soziale Frage zu

berücksichtigen. In dieser Zeit spaltete die Gotthardvertragsfrage die Zentral- und die Westschweizer, und in der Proporzwahlfrage befürchteten die Freiburger, Terrain an die aufstrebende Sozialdemokratie zu verlieren. Das alles geschah auf dem Hintergrund der Modernismus-Krise, die die katholische Kirche anfangs des 20. Jahrhunderts erschütterte.

Führende Kräfte einer nationalen Parteigründung waren die Innerschweizer Regierungsrat Josef Düring und Ständerat Josef Winiger (beide Luzern), sowie der Obwaldner Ständerat Adalbert Wirz, der zur eigentlichen Integrationsfigur heranwuchs. Ihnen gelang es, an der Gründungsversammlung vom 22. April 1912 alle Schwierigkeiten zu überwinden und die Schweizerische Konservative Volkspartei aus der Taufe zu heben.

Während des Ersten Weltkrieges mussten die Parteiaktivitäten notgedrungen in den Hintergrund treten. Standen die Nationalratswahlen von 1914 ganz im Zeichen des politischen Burgfriedens, so zeigten die Wahlen von 1917 das Aufeinanderprallen des «Nationalen Blocks» auf der einen und der revolutionären Sozialdemokratie auf der andern Seite. Die Radikalisierung der Sozialdemokratie liess die beiden bisherigen Gegner, Katholiken und Freisinnige, enger zusammenrücken, da beide im erstarkenden Sozialismus die gemeinsame Gefahr erkannten. Die neugegründete Landespartei der Katholiken konnte nach dem Zusammenbruch der freisinnigen Hegemonie 1919 die Rolle eines mitgestaltenden Juniorpartners einnehmen. Der gesellschaftliche Wandel im Laufe des Modernierungsprozesses fand so seinen Ausdruck im neuen Parteiengefüge unseres Landes.

Meggen/Luzern ALOIS STEINER

Dizionario storico del Movimento cattolico. Aggiornamento 1980–1998, *a cura di Francesco Traniello e Giorgio Campanini,* Genova, Marietti 1997, pp. X, 535.

È stato pubblicato l'Aggiornamento 1980–1995 del «Dizionario storico del Mobimento cattolico», un opera in cinque volumi, edita negli anni 1981–1984 dall'editrice Marietti di Genova, e che costituisce il più completo Dizionario relativo al Movimento cattolico in Italia.

Ancora diretta dai professori Francesco Traniello di Torino e Giorgio Campanini di Parma, l'Appendice aggiorna e completa il Dizionario, mentre presenta una Appendice dedicata alle vicende e ai personaggi ticinesi.

Il nuovo volume consta così di quattro distinte parti. La prima, dal titolo «Temi e problemi del movimento cattolico» tratta singoli argomenti, in parte già esposti nei volumi precedenti, in parte completamente nuovi: accanto alla voce «Genesi del Movimento cattolico» e «Storiografia sul movimento cattolico (1980–1995)» che opportunamente presentano le più recenti ricerche e pubblicazioni, sono da segnalare le nuove voci dedicate a «La cultura economico-sociale (1861–1995)», alla scuola e alla famiglia dopo il Conci-

lio, alle Settimane sociali, agli archivi, ecc. La seconda parte, «Associazioni e movimenti», descrive l'evoluzione e trasformazioni intervenute nelle diverse organizzazioni dopo il 1980, come la scomparsa del partito della Democrazia cristiana, le scelte dell'Azione cattolica e delle ACLI, lo sviluppo di Communione et Liberazione, il volontariato, ecc.: il quindicennio è stato certamente caratterizzato da profondi cambiamenti che se hanno sconvolto il precedente panorama, non hanno ancora tuttavia raggiunto un assetto stabile. La terza parte presenta le biografie dei personaggi del movimento cattolico, decessi dopo il 1980: si tratta di oltre centocinquanta nominativi e costituisce certamente una preziosa fonte di riferimento per ogni studioso, impreziosita anche dai riferimenti bibliografici. Nel periodo compreso dall'appendice, infatti, sono scomparsi diversi protagonisti di primo piano del mondo cattolico italiano, come (seguendo l'ordine alfabetico) Ernesto Balducci, Carlo Carretto, Augusto Del Noce, Carlo Donat-Cattin, Nando Fabro, Igino Giordani, Guido Gonella, Giuseppe Lazzati, Italo Mancini, Natale Menotti, Pietro Pavan, Michele Pellegrino, Franco Rodano, Roberto Ruffilli, Mariano Rumor, Mario Scelba, David Maria Turoldo, Benigno Zaccagnini, ecc.; basta questo elenco per far comprendere la messe di informazioni fondamentali che il volume contiene. Infine il volume contiene un'Appendice dedicata a «Il movimento cattolico nel Cantone Ticino (1850–1995)», curata dall'Associazione per la storia del Movimento cattolico nel Ticino, che inserisce le vicende della presenza dei cattolici ticinesi dell'Ottocento e del Novecento, nel più vasto quadro italiano, con il quale furono parecchi i contatti, dai sacerdoti ticinesi formatisi in Lombardia e a Roma, alle amicizie con don Albertario e don Sturzo, ai futuri dirigenti democristiani rifugiatisi nel Ticino nel 1943. L'Appendice comprende un profilo storico di nove fitte pagine che ripercorre la storia, religiosa e politica, delle terre ticinesi, dalle prime manifestazioni associative e giornalistiche della metà dell'Ottocento, alla sistemazione diocesana, la riorganizzazione d'inizio Novecento, l'azione del partito conservatore democratico, lo sviluppo associativo degli Anni Trenta (Azione cattolica, sindacato, stampa, ecc.), per giungere al Postconcilio e al Sinodo svizzero; seguono diciassette biografie scelte tra i personaggi (vescovi, politici, preti e laici) più rappresentativi; esigenze di spazio non hanno permesso di allargare la rassegna, ma non mancano ormai, testi che possono colmare le lacune (come la raccolta «Uomini Nostri», Locarno 1989, o i volumi di «Helvetia Sacra»).

Massagno ALBERTO LEPORI

I movimenti giovanili cattolici nel Ticino. Atti del convegno dell'Associazione per la storia del Movimento cattolico nel Ticino, 31 maggio 1997, Lugano-Pregassona, 1997, pp. 103.

L'Associazione per la storia del Movimento cattolico nel Ticino (ASMC-Ti), in occasione del settantacinquesimo anniversario dell'Associazione degli esploratori cattolici, ha promosso un convegno sul tema: *I movimenti giovanili cattolici nel Ticino.*

Si è trattato del primo tentativo di ricostruire la storia delle diverse organizzazioni giovanili cattolici che, sorte perlopiù all'inizio del XX secolo, hanno rappresentato un momento importante della vita della ancor giovane diocesi ticinese (di cui si può parlare, come entità autonoma, a partire dal 1885), e ancor più un contributo importante alla formazione del laicato cattolico, attraverso una struttura organizzativa che, esauritasi dopo il Concilio vaticano II, non è stata sin qui validamente sostituita.

Il convegno ha usufruito del fondamentale contributo del prof. Giorgio Vecchio, dell'Università di Parma, che il fascicolo riporta con un'ampia documentazione bibliografica: l'associazionismo giovanile nasce nella seconda metà dell'Ottocento, prima raccogliendo specialmente la gioventù aristocratica e borghese, specie studentesca (anche in Ticino, la prima duratura associazione giovanile cattolica è la Lepontia, fondata nel 1885 quale sezione della Società degli Studenti svizzeri, che è del 1841); con la riduzione del lavoro minorile e l'estendersi dell'obbligo scolastico, nel Novecento si organizzano le prime associazioni popolari e poi di massa, sia cattoliche sia laiche; tra le due guerre abbiamo le manifestazioni più numerose, con l'Azione cattolica giovanile e le sue varie articolazioni, fortemente sostenute da papa Pio XI e della gerarchia cattolica, et le grandi organizzazioni giovanili dei partiti, specie nelle dittature fasciste e naziste; dopo una ripresa importante e forse insuperabile nell'immediato secondo dopoguerra, l'associazionismo giovanile, anche cattolico, entra in crisi e parecchie organizzazioni scompaiono o diminuiscono numericamente, mentre si affermano forme nuove di tipo movimentista, con indirizzi maggiormente specializzati (terzomondismo, spiritualità, ricerca biblica, ecologia, volontariato, ecc.).

Molte delle ricostruzioni e constatazioni del prof. Vecchio trovano riscontro anche nell'associazionismo cattolico del Ticino, come risulta dalle diverse «comunicazioni» presentate nel corso del convegno e sviluppate negli atti. Così di particolare interesse è la vicenda della *Gioventù cattolica ticinese* (fondata nel 1909 come «Fascio cantonale Luigi Rossi», e poi dal 1912 «Fascio della Gioventù cattolica ticinese»), ricostruita per la prima volta, sulla base dei documenti, da Luigi Maffezzoli, redattore del «Giornale del Popolo»: il vescovo Mons. Bacciarini ne promosse l'attività, nel quadro della generale riorganizzazione dell'Azione cattolica diocesana del 1922, affidandone la presidenza al medico Peppo Casella; seguirà il periodo della massima espansione, grazie all'opera indefessa di Mons. Alfredo Leber che ne fu assistente ecclesiastico (ma di fatto l'animatore e il «dominatore») dal

1934 al 1968; seguirà il lento inesorabile declino negli anni del Postconcilio e della contestazione.

I giovani cattolici ticinesi furono presenti anche con una stampa propria, e Alberto Lepori ricorda tre loro pubblicazioni: «Lo Svegliarino» (1880–1900), quindicinale fondato e diretto da don Gianola, insegnante al Liceo cantonale, poi al Seminario diocesano e canonico; «L'Amico dei Giovani» (1917–1935), settimanale diventato nel 1927 solo «L'Amico» quale organo ufficiale dell'Azione cattolica maschile; «Il Maglio» (1927–1936), periodico degli studenti di Lepontia cantonale.

Il convegno ha dedicato largo spazio all'*Associazione dei giovani esploratori,* e nel fascicolo sono presentati ben tre contributi: Maurizio Cattaneo ne ha ricostruito la fondazione, avvenuta nell'ambito della sopracitata Gioventù cattolica ticinese, per impulso principale dell'ing. Andrea Fossati (di cui ha potuto utilizzare il ricco archivio di famiglia), ma con l'immediata adesione e partecipazione di Casella e di altri dirigenti giovanili; Giorgio Zappa ha ripercorso la vicenda «ideologica» dell'associazione, dai contrasti tra cattolici e laici, alla forte caratterizzazione cattolica con Mons. Leber, alla evoluzione più recente e ai tentativi di unificazione con gli scaut «neutri», Piero Jelmini ha raccolto le biografie dei primi e più significativi dirigenti degli esploratori cattolici (Fossati, Angelo Zappa, Romano Amerio, Casella, Adolfo Jammer, Giovanni Mombelli, Franco Chazai, Alberto Bottani, ecc.): il semplice elenco basta a dimostrare l'efficacia educativa del movimento.

Due comunicazioni costituiscono pure un originale contributo alla storia più recnete della gioventù ticinese: l'articolo di Davide Dosi sulle origine e i primi anni (1923–1933) della *Guardia Luigi Rossi,* e «Gli inizi di *Communione e Liberazione* in Ticino (metà anni 60 – metà anni 70)» del prof. Alberto Gandolla. Il primo contributo è una rielaborazione di un lavoro di ricerca storica presentato all'Università di Friburgo, e documenta la nascita dell'organizzazione giovanile dell'allora Partito conservatore democratico, fondata il 4 gennaio 1923, primo «Comandante» Carlo Panzera, mentre gli «aiutanti» erano Franco Brenni e Amedeo Boffa; lo sviluppo si ebbe specialmente sotto il «Grande Comandante» Riccardo Rossi, mentre il decennio si conclude con la sconfitta della deviazione fascisteggiante, e la nomina a comandante di Giuseppe Lepori: Dosi presenta specialmente il dibattito sulla riforma della democrazia che allora interessò e divise i giovani conservatori, sviluppato negli articoli pubblicati dal bollettino «Il Guardista».

Anche lo studio di Gandolla costituisce una primizia per la storia locale ticinese: sulla scorta di documenti rintracciati nell'archivio di Lepontia e presso i protagonisti, Gandolla ricostruisce la «preistoria» di Comunione e Liberzione in Ticino, legatta alla partecipazione di don Giussani ad alcuni incontri studenteschi, per poi accennare alla crisi dell'associazionismo tradizionale e alla nascita del nuovo movimento, negli anni a cavallo del 1968, per speciale impulso di don Eugenio Corecco, prima nel Ticino e poi specialmente a Friburgo.

Durante il convegno sono stati ricordate anche altre esperienze di associazionismo giovanile cattolico: in primo luogo quello rappresentato dalla Gioventù femminile, ne più ampio quadro dell'*Unione femminile cattolica ticinese:* Christiane-Marie Bellorini (autrice di un «mémoire» sull'UFCT, in parte pubblicato sul Bollettino 1996 dell'ASMCTi) ha esaminato «L'azione formativa di Spighe al vento», pubblicazione fondata nel 1922, al momento della riorganizzazione dell'Azione cattolica decisa da Mons. Bacciarini; diversi accenni furono fatti all'associazione studentesca *Lepontia,* direttamente coinvolta in episodi fondamentali dell'associazionismo ticinese (la storia ormai centenaria e la cronaca più recente già sono state ricostruite da Aldo Abaecherli e da Pierfranco Riva, e pubblicati nel Bollettino 1985 dell'ASMCTi; vedi anche, a cura di Urs Altermatt, «Den Riesenkampf, mit dieser Zeit zu wagen», Società degli Studenti Svizzeri 1841–1991, Lucerna 1993, pp. 335–349); una «proposta di ricerca» per un ampio campo di indagine ancora inesplorato, è stato infine indicato dallo storico Pablo Crivelli, circa l'attività degli *Oratori festivi* (ricreatori) sorti nel Novecento in parecchie parrocchie ticinesi, non solo cittadine: oltre ad essere di appoggio all'associazionismo cattolico a sfondo religioso, furono centri sportivi, di divertimento e di diffusione culturale, specialmente teatrale e cinematografica.

Massagno ALBERTO LEPORI

AA. VV., **Carte che vivono. Studi in onore di don Giuseppe Gallizia,** *a cura di Dino Jauch e Fabrizio Panzera,* Locarno, Armando Dadò editore, 1997, pp. VII–498–(3)

Questa raccolta di studi è stata promossa dall'Associazione per la storia del movimento cattolico nel Ticino per sottolineare sia gli ottant'anni (compiuti l'11 aprile 1995) sia il trentesimo anniversario (caduto il 14 settembre 1996) della nomina ad archivista diocesano di don Giuseppe Gallizia.

L'indice mostra che all'iniziativa ha aderito un numero davvero cospicuo di ricercatori, di varie formazioni e discipline, taluni già affermati altri invece più giovani. Il libro raccoglie infatti ben trentatré saggi, dei quali – essendo ovviamente impossibile soffermarsi su ciascuno di essi in questa sede – vogliamo almeno ricordare gli autori e i titoli: Carlo Agliati, *Scrivere, stampare, leggere libri nel Ticino tra Sette e Ottocento;* Danilo Baratti, *Il clero secolare nella Svizzera italiana dell'Ancien Régime. Rilievi quantitativi;* Sandro Bianconi, *Note tarilliane;* Stefano Bolla, *Campane a festa;* Renata Broggini, *«Con la vita ‹a prestito›». Don Carlo Gnocchi, rifugiato in Svizzera, nei documenti della Curia di Lugano (1944–1945);* Romano Broggini, *Ancora sulla formazione del clero nel '600 e '700 (altre osservazioni sul Collegio Elvetico);* Don Carlo Cattaneo, *L'attualità e il valore degli archivi ecclesiastici nel pensiero di Paolo VI;* Giuseppe Chiesi, *Le terre ticinesi in*

età viscontea e sforzesca (secoli XIV–XV); Pablo Crivelli, *La nuova legge sulla pubblica assistenza del 1903 analizzata attraverso i dibattiti in Gran Consiglio;* Lothar Deplazes, *Libertà e mentalità a Biasca nel tardo Medioevo;* Piergiorgio Figini-Giulio Colombo, *Il presunto (contegno a Pollegio non abbastanza prudente) del Servo di Dio don Biagio Verri nel 1852;* Mario Fransioli, *Documenti inediti sulla rivolta leventinese del 1755;* Anastasia Gilardi, *Le fonti documentarie sugli arredi ecclesiastici a Mendrisio nei secoli XVIII e XIX;* Antonio Gili, *La scomunica comminata ai deputati dell'Ospedale di Lugano nel 1638: una vicenda emblematica dei conflitti giurisdizionali post-tridentini tra ordinamento civile ed ecclesiastico;* Alberto Lepori, *La proprietà dei beni ecclesiastici secondo la legge civile ecclesiastica del 1886;* Luigi Lorenzetti, *Mortalità infantile e giovanile e fenomeni stagionali in Ticino all'inizio dell'Ottocento;* Ottavio Lurati, *Lingua e religione. Due schegge: «andare in visibilio» e «venia, vergna»;* Raul Merzario, *Parenti ed emigranti: il caso di Ludiano in val Blenio (XVIII secolo);* Antonietta Moretti, *La chiesa di S. Lorenzo di Lugano: contributo alla sua storia nel XII e XIII secolo;* Chiara Orelli, *Don Atanasio Donetti, un sacerdote ticinese in odore di giansenismo;* Paolo Ostinelli, *«Pro usu dicte ecclesie»;* Fabrizio Panzera, *Dalle acque della Biaschina alla legge scolastica: i cattolici ticinesi tra agonia culturale, masochismo, ribellismo (1956–1958);* Daniela Pauli Falconi, *I primi governi ticinesi e la questione dei conventi (1803–1848);* Giovanni Pozzi, *Libri appartenuti a Nicolò Rusca;* Brigitte Schwarz, *«Il dono ultimo e insieme il più grande»: note su libri e Riforma a Locarno nel Cinquecento;* Giovanni Maria Staffieri, *Gli «inventari sommari» autografi dell'archivio personale di Vincenzo Dalberti;* Michela Trisconi, *Il canonico Rodolfo Tartini: azione politica e intransigenza cattolica a cavallo del Novecento;* Stefano Vassere, *Spunti per un'analisi sintattica dei dialetti alpini della Svizzera italiana: il caso dei verbi a ristrutturazione;* Mario Vicari, *Con i Bleniesi a Pavia e Firenze: percorsi di fonti orali;* Marino Viganó, *I lasciti degli ingegneri militari Paleari Fratino da Morcote nelle carte dell'Archivio diocesano di Lugano (XVI–XVIII secolo);* Paola Vismara Chiappa, *«Lasciamo santificata questa valle». Una missione dei gesuiti in Valmaggia (1627);* Saverio Xeres, *«Nuove» fonti per la storia ecclesiastica ticinese dell'Archivio storico della Diocesi di Como;* Fernando Zappa, *Le secolari vertenze di Isone con St. Antonino e Cadenazzo causate da un contratto agricolo del 1389 con Bellinzona.*

I saggi raccolti in questo volume – sia che tocchino gli stessi itinerari di ricerca di don Gallizia sia che riguardino altri campi d'indagine o altre preoccupazioni metodologiche – dimostrano quanto ampio possa essere il ventaglio delle ricerche che hanno come punto di riferimento l'archivio della diocesi e l'aiuto spesso prezioso del suo titolare. Il ritratto biografico e la bibliografia (curata da Pablo Crivelli), posti alla fine del libro, illustrano invece le preoccupazioni, gli obiettivi e i risultati di una vita ricca di impegni e di studi. Indicano in altri termini – come è ricordato nelle pagine di presentazione – i settori privilegiati di interesse dell'ottantenne studioso, i suoi indirizzi metodologici e, certo, anche le motivazioni religiose e ideali del suo lungo lavoro, condotto con umiltà ma anche con grande passione. Un

lavoro tuttavia in gran parte poco appariscente e del quale non sempre è restata traccia: un po' perché è legato a quel continuo (e all'apparenza sterile) riordino delle carte che è proprio degli archivisti e un po' perché assai spesso è confluito in ricerche fatte per altri e, in particolar modo, negli stimoli e nei suggerimenti dati ai ricercatori. Se le condizioni stesse del suo impegno come archivista hanno contribuito non poco a provocare questa apparente dispersione, è anche vero che la lunga attività di studioso di don Gallizia ha già saputo dare quei duraturi risultati che sono racchiusi nelle sue pubblicazioni. E ancor più ne darà proprio grazie alle sollecitazioni trasmesse a tutti coloro che si occupano e si occuperanno dei molti rami in cui si suddivide la storia (non soltanto religiosa ma anche civile) delle terre ticinesi così come delle altre discipline che sono rappresentate in questa miscellanea.

Morbio/TI DINO DOSI

Urs Altermatt, **Das Fanal von Sarajevo. Der Ethnonationalismus in Europa,** Zürich, 1996, 288 S.

Der Name Sarajevo steht als Emblem für ein Phänomen, das im 20. Jahrhundert Millionen von Menschenleben gefordert hat: der Ethnonationalismus. Der Freiburger Historiker Urs Altermatt hat in seinem spannend geschriebenen Buch dieses Thema von verschiedenen Seiten unter die Lupe genommen und bringt damit eine seltene Schweizer Stimme in die internationale Debatte ein. Sein Buch erweist sich im ost- und mittelosteuropäischen Raum geradezu als Attraktion. Bislang wurde es ins Bosnische, Serbische, Polnische, Bulgarische und Rumänische übersetzt.

In einem ersten Teil gibt der Autor eine klar strukturierte Übersicht über das kaum entwirrbare Dickicht der Definitionen zu Nation und Ethnizität. Wesentlich ist für Altermatt die Unterteilung der europäischen Nationalstaatsbildung in vier «Zeitzonen». Er spannt dabei den Bogen von der Französischen Revolution 1789 bis in die Gegenwart, die von den Folgeerscheinungen des Zusammenbruchs der Sowjetunion geprägt ist. Der Autor zeigt dabei auf, dass der ethnische Nationenbegriff katastrophale Folgen zeitigte: die Beispiele reichen von den osmanischen Massakern an den Armeniern 1915/16 über die planmässige Aushungerung der Ukrainer durch Stalin bis zum millionenfachen Mord an den Juden in den NS-Vernichtungslagern.

Im zweiten Teil seiner Studie vertritt Altermatt die Auffassung, dass der Ethnonationalismus vor allem als europäisches Übel betrachtet werden muss. Breiten Raum widmet er der «heimlichen Rückkehr» der Religion in die Politik, ein Ansatz, der von den meisten Geistes- und Sozialwissenschaftern bislang in der Nationalismusforschung übersehen wurde. Nicht zuletzt wegen dieses Kapitels verdient das Buch, in dieser Zeitschrift angezeigt zu werden. Auch die Sprache kann ein Vehikel des Ethnonationalismus sein, wie etwa die Beispiele Ungarn und Belgien zeigen. In diesem Zusammenhang erläutert der Freiburger Historiker das Beispiel der Schweiz als Anti-

these zum Sprachnationalismus. Die Schweiz habe bisher so gut zusammengehalten, weil politische, sprachliche und konfessionelle Grenzen nicht übereinstimmten.

Der dritte Teil befasst sich mit dem Zusammenhang von Populismus und Nationalismus im Europa der Gegenwart. Urs Altermatt meint, dass in dem Masse, in dem die moderne Gesellschaft sich anonymisiert, das Bedürfnis nach Kommunitäten wachse, die die Volks- oder Glaubensgemeinschaft betonen. Deshalb tauche der neue Ethnonationalismus in Westeuropa vor allem im Umfeld der Ausländer- und Asylpolitik auf, in Osteuropa mit der Gründung neuer Nationalstaaten. In seinem abschliessenden Plädoyer für den «Bindestrich-Bürger» unterstreicht Altermatt, dass multikulturelle Staatswesen nur überleben können, wenn kulturelle und politische Identität voneinander gelöst werden.

Man spürt in Altermatts ideenreichem Essay die unmittelbaren Erfahrungen, die er sich in längeren Forschungsaufenthalten als Gastprofessor in Krakau, Budapest und Sarajevo erworben hat. Die aktuellen Debatten zeigen, dass sich Altermatts Thesen zum Ethnonationalismus in der Zeitgeschichte langsam durchsetzen. So ist heute in der schweizerischen Presse und Literatur der neue Begriff «ethnonationalistisch» durchaus gebräuchlich.

Zürich ROLAND BRÜLISAUER